



EESC Info

European Economic and Social Committee

A bridge between Europe and organised civil society

January 2025 | FR

Available Languages:

ES	BG	CS	DA	EN	DE	ET	FR	EL	GA	HR	IT	LV	LT	HU	MT
NL	PL	PT	FI	RO	SK	SL	SV								

ÉDITORIAL



Avant-propos du président du CESE

En 2025, nous avons la responsabilité commune de construire une Europe plus forte

À l'aube de l'année 2025, la présidence polonaise du Conseil de l'Union européenne insiste sur l'urgence de relever les défis complexes qui façonnent le présent et l'avenir de l'Europe et affirme sa détermination à y contribuer. Dans le cadre du thème général de la sécurité, les dirigeants de la Pologne s'engagent à nous guider au cours d'une année qui sera cruciale pour la résilience, la cohésion et le progrès de l'UE.

Les priorités définies par la présidence polonaise reflètent une approche globale de la sécurité dans ses nombreuses dimensions. S'agissant de la sécurité intérieure, l'accent est mis sur la protection des frontières et la lutte contre la désinformation, soulignant la nécessité de faire preuve de vigilance face aux menaces émergentes. La sécurité extérieure, quant à elle, se concentrera sur le renforcement des capacités de défense, la promotion de l'innovation et l'accélération des efforts d'élargissement afin de garantir la stabilité dans notre voisinage. Dans le même temps, la sécurité économique, énergétique, alimentaire et sanitaire restera un enjeu essentiel pour garantir l'indépendance de l'Europe et le bien-être de ses citoyens.

Au sein du Comité économique et social européen (CESE), nous sommes prêts à soutenir pleinement le programme de la présidence en mettant à profit notre rôle unique de porte-parole de la société civile. Le CESE contribuera activement aux discussions sur la manière de préserver la compétitivité de l'Europe tout en veillant à ce que personne ne soit laissé pour compte dans les transitions auxquelles nous sommes confrontés, qu'elles soient numériques, écologiques ou économiques.

Cette année est également marquée par un renouvellement politique, puisqu'une nouvelle Commission européenne entame son mandat. Il s'agit là d'une occasion renouvelée de forger des cadres d'action et de mettre en œuvre des initiatives qui répondent aux attentes des citoyens européens. Le Comité contribuera à soutenir ce nouveau chapitre, en veillant à ce que les points de vue de la société civile et des partenaires sociaux soient au cœur du processus décisionnel de l'UE.

L'année 2025 qui débute nous rappelle que nous avons la responsabilité commune de construire une Europe plus forte et plus inclusive. Le CESE continuera de plaider en faveur de l'état de droit, du développement durable et de la cohésion sociale, en veillant à ce que les contributions de la société civile influencent les priorités du programme de l'UE. Avec la présidence polonaise, nous nous efforcerons de relever les défis urgents d'aujourd'hui tout en ouvrant la voie à une Europe sûre, compétitive et unie pour les générations à venir.

Oliver RÖPKE

Président du CESE

À VOS AGENDAS

Le 23 janvier 2025

Projection de «Flow», un des films sélectionnés pour le prix LUX du public 2025

Le 3 février 2025

Conférence intitulée «Justice sociale à l'ère numérique»

Le 18 février 2025

Audition sur le thème «Vers le sommet mondial sur le handicap: pour l'inclusion des personnes handicapées dans l'action menée en matière humanitaire et de développement»

Les 26 et 27 février 2025

Session plénière du CESE



L'INVITÉ-SURPRISE

La réponse de l'UE à la Syrie post-Assad est confrontée aux enjeux de l'équilibre à trouver entre les besoins humanitaires, la politique migratoire et le processus de stabilisation et de reconstruction du pays. Pour des questions de politique intérieure et de considérations à court terme, la priorité risque d'être donnée à une politique de retours accélérés, alors que des approches coordonnées et équilibrées pourraient jouer un rôle crucial dans la stabilisation de la Syrie et la promotion de son développement à long terme, écrit Alberto-Horst Neidhardt, invité-surprise de *CESE info* et expert de haut niveau pour les questions migratoires au European Policy Centre.

Alberto-Horst Neidhardt est analyste politique principal et chef du programme européen «Diversité et migration» au European Policy Centre. Il travaille sur le droit et les politiques en matière d'asile et de migration, les droits des citoyens de l'Union, la désinformation et les aspects politiques de la migration. Titulaire d'un doctorat en droit européen de l'Institut universitaire européen, il donne des conférences à l'université catholique de Lille sur les politiques de migration et de mobilité, la gouvernance de l'UE et l'éthique dans l'élaboration des politiques.



SYRIE POST-ASSAD: L'ATTITUDE DE L'UE À L'ÉGARD DU RETOUR DES SYRIENS POURRAIT MARQUER UN TOURNANT DANS SA POLITIQUE MIGRATOIRE

Par Alberto-Horst Neidhardt

Un mois après la fin du régime brutal de Bachar el-Assad, la [réaction officielle de l'Union](#) reste essentiellement limitée à l'annonce d'une aide au développement et à la stabilisation économique. [Nul ne sait](#) si et quand les [sanctions](#) à l'encontre de la Syrie seront levées. Le soutien européen dépendra de la [protection des minorités](#) et d'[autres garanties](#), dont les perspectives restent [incertaines](#). La [dynamique politique, sécuritaire et humanitaire complexe](#) de la Syrie donne à penser que toute consolidation démocratique sera longue et difficile. Cette situation permettra d'évaluer la capacité de l'Union à parler d'une seule voix et à agir de concert sur l'avenir du pays. Au lieu de cela, plusieurs États européens n'ont pas hésité à insister sur une priorité commune immédiate: le retour des Syriens déplacés. En décembre, quelques jours seulement après que le régime Assad a perdu Damas, l'[Autriche](#), où Herbert Kickl, dirigeant du FPÖ, avait été mandaté pour former un nouveau gouvernement, a annoncé une «[prime de retour](#)» et un [programme d'expulsion](#) pour les personnes étrangères ayant un casier judiciaire. Aux [Pays-Bas](#), le gouvernement de coalition dirigé par le

nationaliste de droite Geert Wilders prévoit de définir des zones sûres pour les retours. L'[Allemagne](#) a également annoncé que la protection accordée aux Syriens serait «réexaminée et révoquée» si le pays se stabilise. D'autres États européens ont fait des déclarations similaires ou suivent la situation de près. Dans ce contexte, même la décision de lever les sanctions pourrait être motivée par l'[intention de concrétiser les retours](#) plutôt que par un changement de point de vue sur les nouveaux dirigeants syriens.

Alors que les partis d'extrême droite et anti-immigration bénéficient d'un soutien croissant dans toute l'Europe et que des élections fédérales se profilent en Allemagne, la vision des États membres à l'égard de la Syrie risque d'être dictée par des [priorités nationales et des calculs électoraux à court terme](#). Entre 2015 et 2024, plus d'un million de Syriens se sont vu accorder une protection par des États membres de l'UE, principalement en Allemagne. Depuis, leur présence est devenue une question politique et sociétale controversée. Dans un contexte d'incidents de sécurité largement médiatisés, d'inflation élevée et de hausse des coûts de l'énergie, l'opinion publique de nombreux pays accueillant des réfugiés ne leur est plus aussi favorable. Ce changement d'attitude a entraîné une normalisation des discours et politiques hostiles. Bien que la [Commission européenne](#) et le [Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés \(HCR\)](#) aient appelé à la prudence en matière de retour des réfugiés, cette dynamique pourrait inciter des gouvernements européens à les accélérer, même unilatéralement.

Depuis la chute du régime Assad en décembre, plus de [125 000 réfugiés](#), principalement ceux qui s'étaient installés dans des [pays voisins](#), sont déjà retournés en Syrie. Toutefois, leurs [perspectives sont peu](#)

réjouissantes. Même avant les événements récents, plus de la moitié de la population syrienne était en situation d'insécurité alimentaire, et trois millions de personnes souffraient de famine extrême. Le conflit ayant entraîné la destruction de nombreuses habitations, les structures d'accueil ont déjà atteint leur pleine capacité. Selon le HCR, près de 300 millions d'euros seraient nécessaires pour fournir un hébergement, de la nourriture et de l'eau à celles et ceux qui rentrent au pays. S'il convient que l'Union et ses États membres définissent des approches coordonnées pour faciliter le rapatriement volontaire et sûr des Syriens à long terme, leur priorité immédiate devrait être de répondre aux besoins humanitaires du pays dans ce contexte. Faire pression sur les réfugiés pour qu'ils retournent rapidement dans un pays déchiré par la guerre et instable pourrait en fait produire des effets inverses à ceux escomptés, et limiter davantage encore l'accès à la nourriture, à l'énergie et à un toit. Des retours massifs pourraient également perturber le tissu ethnique et socio-économique de régions déjà fragiles. La contribution potentielle de la diaspora syrienne aux efforts de reconstruction justifie également une approche équilibrée et durable. Le pays aura besoin d'ingénieurs, de médecins, d'administrateurs, d'enseignants et d'ouvriers possédant divers niveaux de compétences. Les Syriens ont acquis en Europe des compétences et une expérience précieuses dans des secteurs pertinents, notamment l'éducation, la construction et les soins de santé, mais il ne sera pas facile de recruter les bons profils. Il ne serait pas non plus indispensable que les réfugiés retournent définitivement en Syrie pour pouvoir contribuer à la reconstruction: les transferts de fonds en provenance d'Europe pourraient jouer un rôle crucial dans la réduction de la pauvreté et le développement durable. Grâce à l'engagement de la diaspora, les Syriens établis en Europe pourraient également participer au renforcement des liens diplomatiques et culturels entre l'Union et la Syrie post-Assad.

Cependant, les États membres pourraient éprouver des difficultés à adopter une approche équilibrée et ne pas réussir à mener une stratégie coordonnée. Certains pays pourraient accorder la priorité à la stabilité à long terme et à la reconstruction de la Syrie, ce qui favoriserait les retours spontanés. D'autres pourraient s'empresser d'encourager financièrement le rapatriement volontaire, voire de réexaminer systématiquement le statut des Syriens dès que la situation humanitaire s'améliorera, même légèrement. Toutefois, le réexamen systématique du statut de réfugié se heurtera à d'importants obstacles juridiques et entraînera des coûts financiers et administratifs considérables. Dans le même temps, toute incitation au retour devra tenir compte du fait que la plupart des Syriens déplacés en Europe sont désormais bien installés, plus de 300 000 d'entre eux ayant acquis la citoyenneté de l'Union. Dans le même temps, les perspectives assez sombres du pays en matière d'économie et d'emploi peuvent dissuader même les plus motivés de rentrer. Dans ce contexte, une question fondamentale sera de savoir si les Syriens seront autorisés à s'engager dans ce que l'on appelle des «mouvements pendulaires» — c'est-à-dire retourner en Syrie pour des périodes limitées, les pays d'accueil européens continuant à leur offrir des possibilités durables en vue d'un retour plus permanent. Ces questions seront inévitablement liées à des discussions plus larges sur la politique migratoire de l'Union. L'évolution des discussions sur le retour des Syriens pourrait imprimer un élan décisif aux futures négociations sur la réforme de la directive de l'UE régissant les retours, qui devrait faire prochainement l'objet d'une proposition de la Commission européenne. Cependant, la révision de la directive pourrait également faire apparaître de nouvelles divisions entre les États membres de l'Union. Eu égard à la nécessité de repenser radicalement les politiques migratoires pour relever efficacement les défis actuels, l'approche de l'Union à l'égard des Syriens déplacés pourrait constituer un premier tournant critique dans ce nouveau cycle.



DROIT AU BUT

L'UE est confrontée à une grave crise du logement due à la hausse des loyers, à des prix de l'immobilier devenus inabordables et au retard des salaires par rapport à l'inflation. Pour remédier à la défaillance du marché dans le secteur du logement, le CESE demande que des mesures soient prises d'urgence et plaide en faveur d'une stratégie européenne solide en matière de logement, écrit Thomas Kattnig, rapporteur de l'avis du Comité intitulé «[Des logements sociaux décents, durables et abordables dans l'UE](#)».



LE CESE PRÉSENTE DES SOLUTIONS POUR SURMONTER LA CRISE DU LOGEMENT EN EUROPE

Par Thomas Kattnig

Pour de plus en plus de personnes, le logement devient inabordable à cause de la hausse des loyers, de la flambée des prix de l'immobilier et des salaires qui ne sont pas à la hauteur de l'inflation. La crise du logement au sein de l'Union européenne est bien réelle.

Cette situation entraîne une réduction du pouvoir d'achat et, partant, une augmentation des coûts des soins de santé, des pertes de productivité, des dommages environnementaux et des conséquences économiques négatives.

Le CESE, en qualité de porte-parole de la société civile organisée, estime qu'il est urgent de prendre des mesures pour corriger le dysfonctionnement du marché dans le secteur du logement. C'est pourquoi nous invitons la Commission à travailler avec le Parlement, les États membres et la société civile pour élaborer un ensemble complet de mesures de l'Union établissant des conditions-cadres et consacrant le droit au logement, conformément au socle européen des droits sociaux et à la charte des droits fondamentaux.

Nous saluons dès lors la nomination d'un commissaire chargé de l'énergie et du logement et l'annonce de la présentation d'un plan européen pour des logements abordables qui aura lieu dans les 100 prochains jours.

Parmi nos besoins figurent, entre autres, un registre de transparence à l'échelle de l'Union européenne pour les transactions immobilières, une coordination plus rationnelle, des procédures d'autorisation plus

efficaces, une meilleure planification de l'utilisation des sols, des terrains abordables pour les logements sociaux, des investissements accrus dans la rénovation et la construction respectueuse de l'environnement, ainsi que le programme «Un Logement d'abord» de manière à offrir une sécurité et des perspectives aux sans-abri. Nous plaidons en faveur de la reconnaissance du logement comme un droit fondamental et non comme une marchandise, en le consacrant dans le droit primaire de l'Union.

Dans le même temps, nous adhérons au rapport Letta selon lequel l'accès au logement social doit être défini plus largement dans la législation sur les aides d'État.

En outre, le CESE préconise une augmentation significative du soutien financier apporté au logement social. Premièrement, les investissements publics dans le logement social doivent être exclus des règles du pacte de stabilité et de croissance en matière de dettes. Deuxièmement, les promoteurs et les coopératives de logements sociaux, ainsi que les municipalités, devraient pouvoir bénéficier de prêts à long terme sans intérêt de la part de la Banque européenne d'investissement, soit directement, soit via la plateforme d'investissement prévue.

Les locations de courte durée, qui constituent un problème dans de nombreuses grandes villes européennes, réduisent encore la quantité de logements disponibles. Pour faire face à ce phénomène et permettre aux États membres de prendre les mesures qui s'imposent, il est nécessaire que l'Union européenne mette en place une boîte à outils comprenant divers instruments tels que des taxes foncières appliquées aux logements vacants et des plafonds de loyer.

Deux aspects requièrent également une attention particulière, à savoir: a) la satisfaction des besoins des jeunes en matière de logement grâce à des programmes ciblés fondés sur le principe du logement d'abord pour les jeunes comme «Housing First for Youth» (HF4Y), et b) l'inclusion des personnes handicapées.

Pour garantir que le logement soit non seulement abordable, mais aussi durable, il convient de privilégier les rénovations et les modernisations par rapport aux nouvelles constructions. À cette fin, nous recommandons que des mesures de soutien soient associées à des mesures obligatoires, de sorte que des actions climatiques équitables soient entreprises. Des instruments de financement sont nécessaires pour permettre à toute personne, indépendamment de sa situation financière, d'effectuer des rénovations thermiques et énergétiques. Dans le même temps, il convient de prévoir des obligations pour les propriétaires, en particulier ceux qui mettent leur bien en location, afin d'éviter qu'ils ne répercutent leurs coûts sur les loyers et de protéger ainsi les locataires contre les augmentations excessives.

Enfin, nous soulignons que la crise du logement non seulement nuit à la qualité de vie des citoyens européens, mais menace également le bon fonctionnement du marché intérieur de l'Union. Une stratégie européenne en matière de logement est donc primordiale pour augmenter l'offre de logements, introduire des mesures visant à réduire les coûts de construction, contribuer au perfectionnement professionnel de la main-d'œuvre, accroître la productivité et améliorer les performances environnementales du secteur du bâtiment.



UNE QUESTION À...

En avril 2024, Enrico Letta a publié son rapport attendu de longue date sur l'avenir du marché unique de l'Union, intitulé «Bien plus qu'un marché» (*Much More than a Market*). Lors de sa session plénière de janvier 2025, le CESE a adopté un avis sur le thème Comment soutenir les entités de l'économie sociale conformément aux règles en matière d'aides d'État: quelques réflexions à la suite des suggestions du rapport d'Enrico Letta. Nous avons demandé au rapporteur de l'avis, Giuseppe Guerini, dans quelle mesure et pourquoi il s'est inspiré du rapport de M. Letta qui, entre autres, invite les institutions européennes à améliorer l'encadrement juridique des aides d'État et à permettre aux entreprises de l'économie sociale d'obtenir plus facilement des prêts et des financements. Sur la base des conclusions de ce rapport, comment le CESE envisage-t-il d'aider ces entreprises à se conformer aux règles en matière d'aides d'État?



ÉCONOMIE SOCIALE: GARANTIR À SES ENTITÉS UN SOUTIEN FINANCIER ADÉQUAT TOUT EN RESPECTANT LES RÈGLES DE L'UNION EUROPÉENNE

Par Giuseppe GUERINI

Pour reprendre le titre du récent rapport de M. Letta, l'Union européenne et son système économique et commercial sont bien plus qu'un marché. En effet, l'Union a choisi d'emblée d'adopter la forme d'une économie sociale de marché, où la prospérité économique consiste non seulement à accumuler des richesses, mais aussi à faire en sorte que celles tirées des échanges et produites sur le marché profitent à tous.

Ainsi, les entreprises de l'économie sociale constituent un écosystème qui assure la solidarité à travers les échanges commerciaux, un modèle pertinent pour des organisations certes privées mais qui agissent néanmoins dans l'intérêt général.

Le rapport Letta met en relief cette caractéristique qui figurait d'ores et déjà dans le plan d'action sur l'économie sociale et la recommandation y afférente. Ce rapport invite les institutions européennes à reconnaître les spécificités des entreprises de l'économie sociale, à adapter les règles régissant le marché intérieur et la concurrence et à améliorer le cadre juridique des aides d'État afin de garantir à ces

entreprises un accès plus aisé aux prêts et aux financements.

Le CESE a beaucoup œuvré pour faire en sorte que les institutions européennes et internationales reconnaissent la finalité et le rôle des entreprises de l'économie sociale. Il a participé à maintes initiatives et adopté de nombreux avis dans le cadre des travaux qui ont abouti à l'adoption du plan d'action pour l'économie sociale en 2021 et de la recommandation aux États membres en 2023. En outre, grâce aux avis qu'il a émis sur la politique de concurrence et sur les aides d'État en faveur des services d'intérêt économique général, il a mis en avant la nécessité de relever les seuils d'octroi des aides d'État de minimis et obtenu des modifications du règlement y afférent qui ont été approuvées à la fin de l'année 2023. Les demandes exposées dans le rapport Letta d'adapter le règlement général d'exemption par catégorie et d'améliorer le financement sont conformes à celles qu'avait formulées le CESE dans plusieurs avis qu'il a adoptés en [2022](#) et [2023](#). Tout nous encourage donc à persévérer et faire avancer cet [avis](#) auquel nous œuvrons afin de renforcer la reconnaissance de l'économie sociale. Nous entendons faire davantage connaître aux citoyens les avantages que procure une réglementation efficace en matière de concurrence et d'aides d'État, tant pour les entreprises de l'économie sociale que pour l'ensemble du système des services d'intérêt général.

NOUVELLES DU CESE



António Costa, président du Conseil européen, demande l'aide de la société civile pour concrétiser sa vision d'une Europe plus forte et compétitive

António Costa, le nouveau président du Conseil européen, a profité de son premier passage au Comité économique et social européen (CESE) pour exposer ses principales priorités pour l'UE. Il a placé l'accent sur la compétitivité en tant que fondement de la prospérité de l'Europe, soulignant l'importance de l'associer aux droits sociaux pour bâtir un avenir durable. Oliver Röpke, président du CESE, s'est rallié à ce point de vue en déclarant que «la compétitivité doit être au service du plus grand nombre, et non de quelques-uns seulement».

S'exprimant lors de la session plénière du CESE quelques jours après son entrée en fonction le 1^{er} décembre, **M. Costa** a appelé à une action collective urgente. «Nous sommes sur la bonne voie. Le diagnostic a été posé, nous avons des propositions ambitieuses, mais il nous faut la volonté politique. Concentrons-nous sur la croissance, l'emploi et une

Europe sociale, afin que la jeune génération d'aujourd'hui puisse dire plus tard que c'est à ce moment que nous avons assuré notre prospérité.»

La compétitivité et des réformes ciblées sont au cœur du programme de M. Costa. Il propose de renouveler le marché unique, de supprimer les réglementations inutiles et d'investir dans les compétences et l'innovation afin de renforcer l'économie européenne. «Nous avons besoin d'entreprises fortes, non pas parce qu'elles sont moins chères, mais parce qu'elles innovent sur la base d'idées et d'une main-d'œuvre qualifiée», a-t-il déclaré. M. Costa plaide également en faveur de réformes fondées sur les performances, inspirées de NextGenerationEU: «C'est là une saine logique pour l'avenir.» Il exhorte les États membres à faire preuve d'un esprit d'ouverture vis-à-vis du prochain budget de l'Union.

«La compétitivité ne se limite pas à des objectifs économiques; il s'agit de créer des opportunités pour tous les Européens et de renforcer la résilience», a quant à lui déclaré **M. Röpke**. «La croissance économique doit aller de pair avec le progrès social, en veillant à ce que personne ne soit laissé pour compte.»

M. Costa a salué le rôle du CESE dans la promotion du dialogue social, en qualifiant le Comité de «modèle européen» de connexion avec les citoyens. «Le dialogue social nous permet de trouver des solutions durables grâce à des négociations constantes entre différents représentants de nos sociétés. C'est essentiel, surtout aujourd'hui», a-t-il déclaré.

Le débat en plénière a porté sur les principales préoccupations que sont notamment le logement, la migration et les coûts de l'énergie, questions que M. Costa a identifiées comme prioritaires. Enfin, M. Röpke a souligné la nécessité de trouver des solutions pratiques, en mettant l'accent sur les investissements dans l'éducation, la reconversion professionnelle, le logement abordable et la transition écologique. «Le CESE est pleinement déterminé à faire entendre la voix de la société civile dans le processus visant à façonner une Europe inclusive, résiliente et prête à relever les défis de demain.» (gb)



Le logement doit être un droit fondamental, conclut le tout premier forum du CESE sur le sujet

Le logement doit être considéré comme un droit fondamental, donnant à tous les Européens, notamment les jeunes et les groupes vulnérables, la garantie de se loger de manière décente et durable.

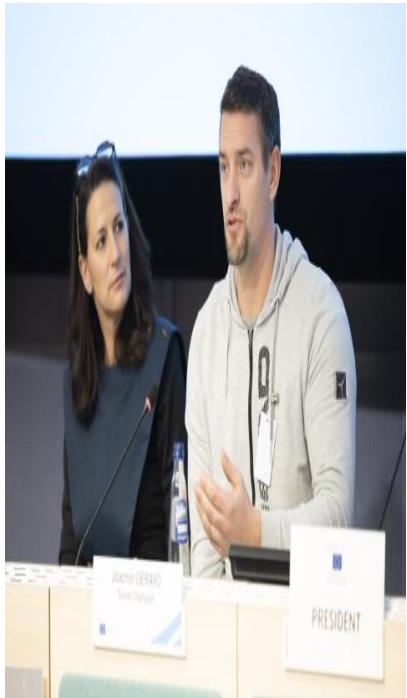
Tel est l'appel énergique lancé par les participants au forum sur le logement, que le CESE a tenu pour la première fois le 5 décembre 2024, dans le cadre de sa session plénière. Le débat mené à cette occasion a rassemblé des intervenants de premier plan et donné lieu à l'adoption d'un avis sur le sujet.

Dans la foulée de la nomination du nouveau commissaire à l'énergie et au logement **Dan Jørgensen**, le président du CESE, **Oliver Röpke**, s'est félicité de la décision historique de créer, au sein de la nouvelle

Commission, un portefeuille spécifique consacré au logement. **M. Röpke** a déclaré: «Le logement est un droit fondamental, et non un privilège, et nous ne pouvons accepter que dans le cas de populations vulnérables, ce besoin essentiel ne puisse être satisfait. Alors que nous sommes confrontés à une grave crise du logement qui touche presque tous les États membres, je tiens à souligner qu'il est urgent de veiller à ce qu'un logis abordable, durable et décent devienne une réalité pour tous.»

Appelant de ses vœux une nouvelle optique qui considère le logement comme une infrastructure vitale pour la société, au même titre que la santé et l'éducation, **Bent Madsen**, président de Housing Europe, a ajouté: «Nous saluons la vision du nouveau commissaire au logement, qui a souligné l'importance de fonder notre approche sur des valeurs, des règles et des investissements. En tant que coopérative publique et bailleurs sociaux, nous sommes prêts à montrer la voie pour fournir les logements dont nos citoyens et nos sociétés ont besoin.»

Dans son avis intitulé «[Des logements sociaux décents, durables et abordables dans l'UE](#)», élaboré par **Thomas Kattnig** et **Rudolf Kolbe**, le CESE reconnaît que le marché du logement présente des failles, qu'il convient de combler en améliorant les conditions générales telles que les données, la coordination, les procédures d'approbation et les règles d'aménagement du territoire, en établissant un droit fondamental au logement, en garantissant un financement suffisant, en appliquant le principe du logement d'abord (ou «Housing First») pour les sans-abri, et en mettant davantage l'accent sur la durabilité et les besoins des jeunes. (mp)



Non plus seulement des athlètes paralympiques, mais des athlètes de haut niveau

À l'occasion de sa session plénière du 5 décembre dernier à Bruxelles, le CESE a organisé un débat pour célébrer à la fois la Journée internationale des personnes handicapées et l'esprit olympique.

Pour célébrer tout à la fois la Journée internationale des personnes handicapées et l'esprit olympique, le CESE a invité des personnalités du monde du handisport, notamment le champion paralympique belge **Joachim Gérard**.

En ouverture de session, le président du CESE, **Oliver Röpke**, a déclaré: «Ce débat met en évidence la nécessité urgente de combler l'écart en matière d'emploi auquel sont confrontées les personnes handicapées. Malgré les cadres juridiques existants, beaucoup trop de personnes sont exclues du marché du travail en raison d'obstacles persistants. Le CESE demande que des mesures soient prises pour créer des lieux de travail inclusifs, supprimer les obstacles systémiques et garantir l'égalité des chances pour tous. Une Europe véritablement inclusive ne doit laisser personne de côté.»

Joachim Gérard, champion belge de tennis en fauteuil, a déclaré devant l'assemblée plénière que lorsqu'il avait commencé à jouer au tennis, il était souvent accueilli par des manifestations de surprise, voire parfois des protestations au motif qu'il «abîmait le court» avec son fauteuil roulant. «Ces dix dernières années, nous avons enregistré des progrès considérables quant au rôle joué par les personnes à mobilité réduite dans le monde du sport. J'ai participé à un grand nombre de tournois du grand chelem dans le monde entier, et ai le sentiment que, grâce à ces compétitions et aux Jeux paralympiques, je suis de plus en plus accepté en tant que sportif de haut niveau. C'est-à-dire non plus seulement comme un athlète paralympique, mais comme un athlète d'élite.»

Anne d'Ieteren, présidente de la Fédération belge francophone pour le sport des personnes handicapées ([Ligue Handisport Francophone](#)), a souligné que malgré les grandes réussites engrangées lors des Jeux paralympiques, de nombreux obstacles subsistent dans la vie quotidienne des personnes handicapées. «Un nombre important d'installations sportives leur sont encore inaccessibles, avec des aires de stationnement inadéquates ou mal conçues. Ces problèmes peuvent sembler mineurs, mais leur effet cumulatif peut exclure ces personnes et décourager leur participation», a-t-elle précisé.

Aurel Laurențiu Plosceanu, vice-président du CESE chargé de la communication, a souhaité la bienvenue à **Joachim Gérard** et à **Anne d'Ieteren**. Il a déclaré que leur présence et leur palmarès «nous rappellent à quel point l'excellence athlétique peut être une source d'inspiration pour chacun d'entre nous qui s'efforce de réaliser pleinement son potentiel, tout en montrant le rôle essentiel que jouent les personnes handicapées dans notre société et dans le monde sportif en particulier».

Christophe Lefèvre, président du [groupe permanent du CESE sur les droits des personnes handicapées](#), a plaidé en faveur de la mise en place d'un mécanisme européen d'accessibilité doté d'indicateurs en la matière, embrassant des domaines tels que le logement durable, le sport, la justice et l'éducation, et **Pietro Vittorio Barbieri**, un des membres du groupe permanent, a ajouté qu'«il est essentiel que toutes les personnes handicapées vivant en Europe aient accès au sport et à l'éducation, afin de garantir que toute la population bénéficie des mêmes priviléges au sein de la société». (Im)



La société civile, moteur du changement sur le continent africain

Lors de sa session plénière de décembre, le CESE a organisé un débat sur la démocratie en Afrique avec des représentants du Conseil économique, social et culturel de l'Union africaine (ECOSOCC de l'UA). Les deux parties partagent l'idée que la société civile constitue le véritable moteur d'un partenariat fructueux entre l'Union européenne et l'Afrique, qui se fonde sur l'égalité et favorise le dialogue civil et social.

Lors de son débat en session plénière, au cours de laquelle il a également adopté l'avis sur le thème « [Démocratie en Afrique: situation actuelle et perspectives d'avenir. Quel rôle le CESE peut-il jouer?](#) », le CESE a réaffirmé qu'il était déterminé à renforcer le partenariat stratégique avec l'Union africaine, en soutenant l'initiative en faveur d'une action commune visant à promouvoir les valeurs de démocratie, de dialogue inclusif et de développement durable. Plus tôt dans l'année, le CESE a d'ailleurs conclu un protocole d'accord avec l'ECOSOCC de l'Union africaine.

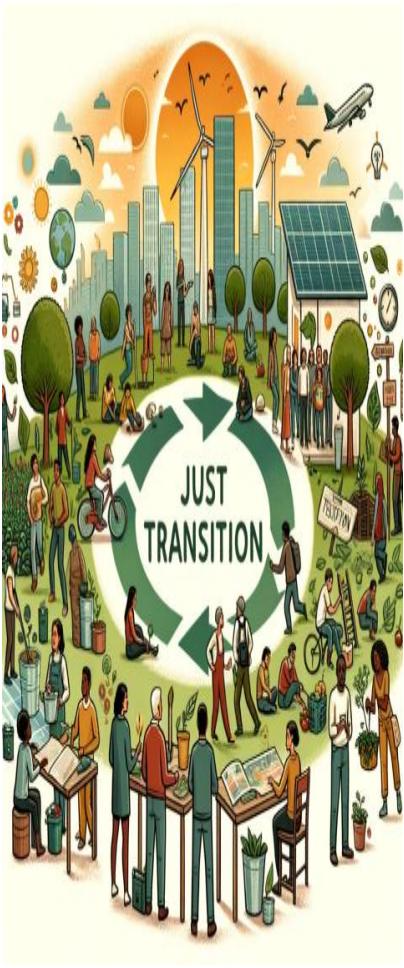
Dans son allocution, **Kyeretwie Osei**, chef des programmes de l'ECOSOCC de l'UA intervenant au nom de **Khalid Boudali**, président de l'ECOSOCC, s'est exprimé en ces termes: «Nous avons un travail important à mener en matière de développement institutionnel afin d'ancrer les institutions démocratiques sur l'ensemble du continent, en prenant les garanties nécessaires pour être en mesure d'établir une bonne gouvernance, cette action supposant notamment de faire reculer et d'éliminer la corruption, ou encore de créer des espaces d'expression citoyenne. La société civile se situe au cœur même de cet objectif.»

Oliver Röpke, président du CESE, a pour sa part mis en avant les aspects suivants: «La coopération avec l'ECOSOCC de l'UA est essentielle pour promouvoir en Afrique le rôle de la société civile, laquelle devrait participer au processus décisionnel et prendre à bras-le-corps d'autres problèmes, tels que le changement climatique, le développement durable ou la migration.»

Dans son avis, le CESE se penche sur ces enjeux et se dit convaincu qu'il peut contribuer, aux côtés de représentants reconnus des plateformes de la société civile africaine, à promouvoir les valeurs démocratiques, à faire valoir les droits de l'homme et à défendre les régimes démocratiques en Afrique.

Carlos Trindade, membre du CESE et rapporteur de l'avis, a rappelé que l'approche européenne du développement de la démocratie en Afrique devrait reposer sur une relation d'égal à égal, et tenir compte de la complexité qui caractérise le continent africain en matière de développement économique, de diversité et d'intérêts géopolitiques.

Sifa Chiyoge Buchekabiri, directrice régionale et PDG de l'Alliance coopérative internationale Afrique (ICA-Africa), a évoqué l'enjeu de l'émancipation des femmes en Afrique, soulignant qu'«il est essentiel de [la] promouvoir, car les femmes sont souvent le pilier du foyer. Par conséquent, en confortant leur autonomie, ce ne sont pas seulement des individus isolés que nous aidons, mais aussi des communautés toutes entières».



Une transition juste pour l'Europe: le CESE plaide en faveur de politiques écologiques équitables et inclusives

Le CESE préconise une transition équitable et inclusive, à l'heure où l'UE progresse sur la voie de la neutralité climatique. Dans un avis qu'il a publié récemment, le Comité souligne la nécessité de déployer des efforts coordonnés pour veiller à ce que personne ne soit laissé pour compte lorsqu'il s'agit d'atteindre des objectifs ambitieux en matière de climat. Ces recommandations sont en adéquation avec les priorités de la Commission européenne pour la période 2024-2029, qui portent sur l'emploi, les compétences, la protection sociale et les disparités régionales.

Le CESE appelle de ses vœux un train de mesures global en faveur d'une transition juste, qui laisse une certaine souplesse aux États membres pour faire face à leur situation particulière. En faisant du dialogue social et de la négociation collective des outils essentiels, le Comité propose également de recenser les déficits de compétences, de mettre en œuvre des programmes de formation inclusifs, d'élaborer des plans de transition transparents pour les entreprises, de renforcer la consultation des travailleurs et d'intégrer les principes d'une transition juste dans des cadres de l'Union tels que le socle européen des droits sociaux.

«Nous voulons que la transition juste soit une histoire où l'équité, la résilience et la durabilité ouvrent la voie à un avenir plus vert et plus inclusif», a déclaré Dirk Bergrath, rapporteur de l'avis.

Pour réaliser les ambitions climatiques de l'Europe, à savoir une réduction de 75 % des émissions d'ici à 2030 et zéro émission nette d'ici à 2050, il s'impose d'intégrer l'équité dans les politiques, comme le souligne le CESE dans son avis. Il est essentiel de donner la priorité au travail décent, à l'inclusion sociale et à la réduction de la pauvreté pour consolider le soutien du public et garantir le succès du pacte vert pour l'Europe.

En outre, le CESE insiste sur la nécessité d'octroyer un soutien ciblé aux régions touchées de manière disproportionnée par la transition écologique. Il est indispensable de cartographier les besoins régionaux et les transitions sectorielles, tandis que l'Observatoire de la transition juste surveille les progrès accomplis et s'assure qu'aucune communauté n'est négligée.

Pour combler les déficits de financement, il est primordial de renforcer le Fonds pour une transition juste, de mobiliser des investissements privés et d'harmoniser les instruments financiers de l'UE. Les conditions sociales et environnementales garantiront une répartition équitable, en mettant l'accent sur la formation et la protection des groupes vulnérables. (ks)



Journée européenne du consommateur du CESE: l'UE devrait maintenir son engagement en faveur du pacte bleu

L'édition 2024 de la Journée européenne du consommateur avait pour thème «[Les défis liés à l'eau: examiner le point de vue des consommateurs – faire progresser le pacte bleu pour l'Europe](#)». Elle a mis l'accent sur la nécessité d'une gestion durable de l'eau, d'une amélioration des infrastructures et d'une sensibilisation des consommateurs, en vue de garantir que l'eau reste abordable pour tous les Européens.

Comme révélé lors de la Journée européenne du consommateur organisée le 9 décembre par le **Comité économique et social européen (CESE)**, dans un contexte où le prix de l'eau est appelé à augmenter de 25 % d'ici à 2030, l'Union européenne devra investir plus de 250 milliards d'euros pour répondre à ses besoins en matière et pour construire une société garantissant l'accès de chacun à une eau propre à un prix abordable.

La ressource en eau se raréfie, même en Europe: quelque 30 % des Européens sont confrontés à des problèmes de stress hydrique au moins une fois par an. Les consommateurs, pour qui l'eau reste généralement perçue comme une ressource inépuisable, devront dès lors modifier leur comportement pour utiliser celle-ci plus efficacement, à la fois en prenant davantage conscience de leur empreinte hydrique et en utilisant des technologies intelligentes permettant d'économiser l'eau.

Toutefois, il conviendrait également que les principaux pollueurs paient le juste prix, sans laisser les consommateurs supporter leurs dépenses cachées.

Sachant que 15 000 litres d'eau sont utilisés pour produire à peine un kilo de viande, et 8 000 litres pour fabriquer un simple jeans, il importe que les grands consommateurs d'eau (tels que l'industrie manufacturière et surtout l'agriculture, qui compte pour 72 % de tous les prélèvements d'eau) supportent également le coût de leur impact environnemental et investissent dans de meilleures installations de production.

«L'eau devrait être considérée comme un élément fondamental des prochaines initiatives phares de la Commission européenne. Nous souhaiterions que soit lancée la nouvelle coalition pour l'eau afin de contribuer à la mise en œuvre du pacte bleu pour l'Europe, et nous travaillons actuellement à la création de la plateforme des parties prenantes du pacte bleu pour l'Europe», a déclaré **Milena Angelova**, rapporteure de l'avis du CESE sur le thème «[Consommation économe en eau et sensibilisation des consommateurs à leur empreinte hydrique](#)». Elle a également souligné l'importance du [pacte bleu pour l'Europe](#) en tant qu'initiative clé du CESE, qualifiant ce dernier de «pionnier parmi les institutions de l'UE» pour les questions liées à l'eau.

Dans son discours liminaire, **Gaetano Casale**, directeur du bureau de liaison de l'IHE Delft Institute for Water Education (Institut IHE de Delft pour l'éducation relative à l'eau), a déclaré que l'eau n'était toujours pas appréciée à sa juste valeur en Europe. Il estime qu'une approche durable de l'eau est aujourd'hui

absolument indispensable et appelle de ses vœux une prise de conscience accrue des coûts environnementaux, des défis liés à la croissance démographique mondiale et du changement climatique.

«Si seulement les citoyens, les pouvoirs publics, les diverses agences, le monde scientifique, l'industrie et les législateurs pouvaient s'unir pour saisir cette occasion unique et faire un grand pas en avant dans tous les domaines concernés en vue d'assurer l'avenir de cette ressource des plus précieuses qu'est l'eau, et ce quel que soit l'endroit où elle se trouve: sols, océans ou atmosphère», a déclaré **Hildegard Bentele**, rapporteure fictive du Parlement européen pour la directive-cadre sur l'eau. (II)



Le CESE se tient aux côtés du peuple biélorusse

Le 13 décembre 2024, le Comité économique et social européen (CESE), le Fonds européen pour la démocratie (FEDEM) et le Press Club Belarus ont organisé conjointement un séminaire sur le rôle des médias indépendants biélorusses dans la promotion d'une société résiliente en marche vers la démocratie. Unique source d'information pour la population du pays, les médias indépendants biélorusses doivent bénéficier d'un soutien financier et être associés à des partenariats avec des médias occidentaux pour que la Biélorussie ne soit pas reléguée au second plan de l'actualité internationale.

En se joignant à l'initiative des «Journées de la Biélorussie» qui s'est tenue du 9 au 13 décembre 2024, organisée par le Service européen pour l'action extérieure et la direction générale du voisinage et des négociations d'élargissement de la Commission, le CESE a démontré son engagement sans faille en faveur d'une Biélorussie démocratique qui respecte les droits de l'homme et la liberté d'expression.

Oliver Röpke, président du CESE, a ouvert la manifestation par ces mots: «Les médias indépendants sont la colonne vertébrale d'une société libre et démocratique. Aujourd'hui, dans le contexte des "Journées de la Biélorussie", nous réaffirmons notre solidarité avec le peuple biélorusse et sa lutte courageuse contre la désinformation et l'oppression.»

Jerzy Pomianowski, directeur exécutif du FEDEM, a souligné: «Les résultats des élections du 26 janvier sont déterminés d'avance, et le régime tentera de tourner la page, de légitimer son pouvoir sur la scène internationale et de passer sous silence la situation d'oppression. Toutefois, les médias biélorusses indépendants semblent réussir à maintenir leur dialogue avec leur public.»

La journaliste indépendante en exil **Hanna Lioubakova**, qui est sous le coup d'une condamnation à dix ans d'emprisonnement par contumace pour quatre chefs d'accusation au pénal, s'est dite ravie par la détermination des citoyens biélorusses à rester informés et à conserver un accès à des médias indépendants, et a précisé que 50 % du trafic internet sur les sites web gérés par des Biélorusses depuis

l'étranger provient de l'intérieur du pays. Elle a confirmé que jusqu'à 90 % du public des plateformes de médias sociaux se trouve à l'intérieur de la Biélorussie. «Les médias indépendants en Biélorussie sont le meilleur antidote contre la propagande de Loukachenko et du Kremlin», a-t-elle affirmé.

Natalia Belikova, qui travaille pour le Press Club Belarus, a fait observer que l'objectif de la nouvelle propagande du gouvernement est de diffuser une nouvelle interprétation de la nature des élections pour essayer d'en faire un moment d'union nationale et de démonstration de patriotisme. «De telles tactiques modifient la perception que la population dans son ensemble peut avoir de la démocratie», a-t-elle déclaré.

Le séminaire s'est clos par la projection, en présence de sa réalisatrice, **Mara Tamkovich**, du film «**Under the Grey Sky**», inspiré de l'**histoire vraie de la journaliste biélorusse emprisonnée Katsyaryna Andreyeva**. (mt)



Copyright: CMEDIA CORPORATION

Sous le ciel impitoyable de la Biélorussie

En décembre dernier, le CESE a organisé une projection de *Under the Grey Sky*, un film consacré à des journalistes biélorusses qui ont payé le prix fort pour avoir couvert le mouvement de protestation politique dans leur pays.

Under the Grey Sky, le premier long métrage de la réalisatrice polono-biélorusse **Mara Tamkovich**, raconte l'histoire déchirante de Lena, une journaliste biélorusse qui a été jetée en prison pour avoir filmé en direct la répression par le pouvoir de la manifestation pacifique sur la Place du changement à Minsk. L'action du film se déroule en 2020, l'année où la Biélorussie est traversée par une vague de protestations sans précédent à la suite des élections truquées qui ont permis à Aliaksandr Loukachenka d'être réélu pour la sixième fois.

Lena et son caméraman Olya sont arrêtés pour avoir continué de filmer les manifestations alors même qu'ils étaient traqués par un drone de police. Prise dans l'engrenage d'une machination d'une absurdité kafkaïenne, Lena est initialement arrêtée sous le chef d'«organisation d'émeutes et de perturbation des transports publics» avant de voir les accusations se muer en «haute trahison». Ce qui était censé n'être qu'une détention administrative de sept jours se transforme en une peine d'emprisonnement de huit ans au terme d'un procès qui se tient à huis clos. Sa collègue est quant à elle condamnée à deux ans de prison. Ilya, le mari de Lena, lui-même harcelé par la police du régime, tente désespérément de la faire sortir de prison, il essaye de la persuader de plaider coupable en échange de la liberté, mais Lena en est incapable.

Le film s'inspire de l'**histoire vraie**, celle des journalistes biélorusses de la chaîne Belsat **Katsyaryna Andreyeva**, son mari **Ihar Ilyach** et sa collègue **Daryia Tchoultsova**. Alors que Daryia a purgé sa peine de deux ans, Katsyaryna s'est vu infliger une peine prolongée de huit ans et trois mois, Ihar et elle sont toujours en prison. Ils ne sont pas les seuls dans ce cas: à la fin de l'année 2024, l'association biélorusse des journalistes estimait à 45 le nombre de professionnels des médias qui sont toujours derrière les barreaux. Ils sont nombreux à subir de multiples pressions, même après avoir fui à l'étranger.

Le film a été présenté en [première mondiale](#) au festival Tribeca à New York en juin 2024.

Le 13 décembre, le Comité économique et social européen (CESE) a organisé une projection du film *Under the Grey Sky* en présence de M^{me} Tamkovich, dans le cadre d'un [séminaire](#) sur le rôle des médias biélorusses indépendants dans la promotion d'une société résiliente et en voie de démocratisation.

Le CESE Info a entretenu M^{me} Tamkovich au sujet du film:

Dans quelle mesure le film suit-il avec précision les événements et le sort réels de Katsyaryna Andreyeva? Avez-vous utilisé des images documentaires des manifestations de 2020 et de l'affaire de M^{me} Andreyeva?

Le film montre à plusieurs reprises des images tirées directement de la réalité. La manifestation que les personnages diffusent au début du film a en réalité été filmée par Katsyaryna Andreyeva et Daryia Tchoultsova, ce sont des images documentaires que nous avons intégrées dans une scène fictive. La scène de détention de Raman Bandarenka que les personnages regardent sur leur ordinateur portable est également une séquence authentique — rappelons que le militant Raman Bandarenka a été battu à mort par des soudards masqués qu'il avait voulu empêcher d'arracher des rubans rouges et blancs symbolisant le drapeau biélorusse avant l'occupation soviétique. À la fin du film, je montre en guise d'épilogue un montage de vidéos que Katsyaryna a filmées lors des manifestations.

Le récit de base est profondément ancré dans la réalité: la manière dont les journalistes ont été arrêtés et jugés et les peines qui leur ont été infligées. Mais mon objectif n'était pas de livrer une analyse factuelle des événements, mais plutôt de montrer la vérité émotionnelle des choix que certains ont dû faire et les conséquences douloureuses auxquelles ils ont été confrontés. Les personnages portent des noms différents pour maintenir une certaine distance entre eux et les personnes réelles qui les ont inspirés, mais aussi pour inviter le public à voir cette histoire comme une parmi tant d'autres, comme une métaphore de la situation de l'ensemble de notre nation.

L'opinion biélorusse connaît-elle l'histoire de M^{me} Andreyeva et des autres journalistes qui sont dans la même situation qu'elle? Savez-vous combien de personnes ont subi le même sort ou un sort similaire?

Les arrestations politiques et les actes de répression ont été d'une telle ampleur en Biélorussie qu'il est difficile de les ignorer tout à fait. Au moins 130 000 personnes ont subi différentes formes de répression, et environ 500 000 ont quitté le pays après 2020. C'est tout simplement trop pour être caché!

Le nombre officiel de prisonniers politiques (accusés ou condamnés pénalement) en Biélorussie s'est maintenu autour de 1 300 personnes ces dernières années, mais vous devez comprendre que des centaines d'autres, voire des milliers, ont déjà purgé leur peine, que certaines ont été libérées de manière anticipée, et qu'un grand nombre d'autres qui ont été récemment condamnées ont peur de revendiquer le statut de prisonnier politique. Il s'agit d'une chaîne de répression qui est constamment en mouvement, avec de nouveaux prisonniers qui remplacent ceux qui sont libérés.

Quelle a été votre principale motivation pour faire ce film? Qu'espérez-vous réaliser à travers lui?

En tant que Biélorusse, j'ai ressenti l'urgence de faire quelque chose lorsque le régime en place a brutalement réprimé la protestation de 2020. En tant qu'ex-journaliste, je pouvais m'identifier pleinement à mes personnages. En tant que réalisatrice, j'avais là une histoire forte, profondément bouleversante, qu'il m'appartenait tout simplement de raconter.

Quel message ou quelle émotion souhaitez-vous que le spectateur retienne de votre film?

J'espère vraiment que les gens réfléchiront un peu sur ce qu'est la liberté aujourd'hui — sur ce qu'elle peut coûter, et qu'ils se demanderont s'ils apprécient vraiment ce qu'ils ont. J'espère qu'ils penseront à Katsya et à Ihar, et à toutes celles et ceux qui se trouvent derrière les barreaux, sachant que beaucoup de gens ici en Europe tiennent la liberté pour acquise.

Que devrait faire l'Union européenne — ses institutions, sa société civile, ses associations de journalistes et de défense des droits humains, et ses gouvernements nationaux — pour aider la Biélorussie?

Je demande à l'Union européenne de ne pas oublier la Biélorussie et de ne pas la considérer comme une cause perdue. Le soutien de l'UE est ce qui permet à notre culture, à nos médias et à notre société civile de survivre dans ce contexte de pression terrible et, si l'on peut se dire que c'est un investissement à long terme, il en vaut grandement la peine!



[«S'il n'existe pas, il faudrait l'inventer» — Le Groupe de liaison du CESE célèbre son 20 anniversaire](#)

À l'occasion du 20^e anniversaire du Groupe de liaison du CESE, ses fondateurs et ses membres actuels ont appelé à prendre des mesures actives pour défendre la démocratie européenne, un espace public ouvert et une Europe juste.

Le 11 décembre dernier, le Comité économique et social européen (CESE) a célébré le 20^e anniversaire de son [Groupe de liaison](#) avec les organisations et réseaux européens de la société civile, qui est le seul organe permanent de dialogue politique et de coopération structurée entre les organisations de la société civile (OSC) et les institutions de l'UE. Au cours de ses vingt années d'existence, le Groupe de liaison a joué un rôle majeur pour faire entendre la voix de la société civile organisée et favoriser la prise en compte de ses préoccupations dans l'agenda européen. Il est composé de 45 réseaux de la société civile exerçant leur activité au niveau européen, qui incarnent pleinement les principes consacrés par l'article 11 du traité.

«À l'heure où nous célébrons les 20 ans du Groupe de liaison du CESE, nous honorons non seulement ses réalisations remarquables, mais aussi les partenariats durables qui ont donné corps à la démocratie participative en Europe. En deux décennies, le Groupe de liaison s'est affirmé comme une plateforme dynamique, qui amplifie la voix de la société civile et favorise la collaboration entre les différentes parties prenantes. Alors que nous nous tournons vers l'avenir, continuons d'être unis pour renforcer les valeurs démocratiques, élargir l'espace civique et créer une Europe qui sert véritablement l'ensemble de ses citoyens», a déclaré **Oliver Röpke**, président du CESE, dans son allocution d'ouverture.

«Notre cheminement n'a pas été facile, a expliqué **Brikena Xhomaqi**, coprésidente du Groupe de liaison, mais nous avons appris à nous faire confiance. Et j'espère que nous renforcerons notre coopération pour lutter ensemble en faveur d'une stratégie cohérente de la société civile européenne».

Dans son discours liminaire, **Katarina Barley**, vice-présidente du Parlement européen chargée des relations avec les organisations de la société civile, a déclaré que «le Parlement européen est prêt à renforcer sa coopération avec le Groupe de liaison. Nous avons besoin d'une coopération de plus en plus structurée avec les organisations de la société civile. Ensemble, nous devons redoubler d'efforts pour contrer les menaces qui pèsent sur la démocratie dans l'Union européenne, d'une gravité inédite dans l'histoire de l'Union». En ce qui concerne le Groupe de liaison, elle a ajouté: «S'il n'existe pas, il faudrait l'inventer.»

La manifestation énergique organisée pour marquer le [20^e anniversaire du Groupe de liaison](#) a vu la participation de plus d'une centaine d'invités, dont plusieurs personnalités clés du secteur de la société civile, y compris des représentants d'organisations de la société civile de Serbie et de Moldavie, conformément à la politique du CESE consistant à inviter des représentants des pays candidats à l'adhésion à l'UE à participer à ses travaux. Étaient également présents quatre anciens présidents du CESE, **Staffan Nilsson, Henri Malosse, Luca Jahier et George Dassis**. M. Jahier a souligné que le Comité a la responsabilité d'établir et de maintenir une plateforme de dialogue civil, tandis que M. Dassis a déclaré que «l'essentiel est d'avoir la paix, et que pour parvenir à la paix, nous devons être forts et unis».

Vous avez été dans l'impossibilité d'assister à la manifestation? Mettez-vous à jour en allant sur la [page qui lui est consacrée](#) et qui donne accès à son enregistrement, à la déclaration commune de la présidence du Groupe de liaison, à la vidéo de clôture, aux photos et au communiqué de presse. (Im)

Vient de paraître: Les activités du CESE durant la présidence polonaise



Copyright: Polish Presidency. Council of the European Union

À la barre de l'Union européenne, la Pologne a pris ce 1^{er} janvier le relais de la Hongrie et assurera, durant les six premiers mois de l'année, la présidence du Conseil de l'UE. Pour l'Europe, la présidence polonaise s'inscrit dans une phase de transformation, coïncidant avec l'inauguration du nouveau mandat de la Commission européenne.

Alors que la Russie poursuit sans relâche son agression contre l'Ukraine et que jamais encore, les tensions géopolitiques n'avaient atteint un tel sommet dans l'histoire récente de l'Europe, la Pologne axe ses priorités autour du thème global de la sécurité, lequel comporte une dimension externe et interne, s'applique à l'économie, l'énergie, l'alimentation et la santé et consiste aussi à assurer l'état de droit.

Ces priorités sont en consonance avec les engagements pris par le Comité économique et social européen, lorsqu'il entend promouvoir la cohésion, sauvegarder les valeurs démocratiques et assurer une

prospérité durable. «Nous sommes fiers, ici au CESE, de nous profiler en partenaire fiable et motivé de la présidence polonaise, et nous nous employons à jouer un rôle actif pour définir les priorités politiques qui marqueront ce nouveau cycle européen», a déclaré **Oliver Röpke**, le président du Comité.

À la demande de la présidence polonaise, le Comité élaborera quatorze avis exploratoires. Afin de les découvrir, ainsi que les autres travaux que le CESE mènera durant le premier semestre de 2025, nous vous invitons à consulter notre nouvelle brochure. En la parcourant, vous apprendrez également qui sont les membres polonais du CESE et de quelles organisations ils sont les représentants. Disponible exclusivement en ligne, cette publication est diffusée en anglais, polonais, français et allemand. (II)

«Redéfinir l'image de marque de l'Europe»



Pour que l'Union européenne perdure, elle se doit de communiquer avec efficacité, notamment dans le contexte actuel d'explosion de la désinformation, d'essor rapide de l'intelligence artificielle et d'une montée des tentations autoritaires. Pour toucher tout un chacun, la communication sur l'Union doit intervenir à l'échelon local.

Intitulé «Redéfinir l'image de marque de l'Europe», le nouveau livre de **Stavros Papagianneas**, spécialiste de la communication stratégique et publiciste, jette les bases d'un débat critique sur le rôle de l'Union européenne sur la scène mondiale, alors que l'Europe se trouve à la croisée des chemins face à l'agression russe contre l'Ukraine, qui entre dans sa troisième année, à la guerre au Moyen-Orient et à une série de défis géopolitiques et économiques.

Ce livre a fait l'objet d'une présentation le 3 décembre dernier au Résidence Palace à Bruxelles, à laquelle participait **Laurentiu Plosceanu**, vice-président du CESE chargé de la communication, qui est intervenu au cours du débat sur la place de l'Europe dans une arène mondiale tumultueuse et sur la nécessité pour l'Union de communiquer efficacement ses valeurs.

«L'Union européenne se trouve à un moment déterminant. Pour garantir son avenir, l'Europe doit communiquer un grand dessein clair et convaincant à ses citoyens et au reste du monde. En l'occurrence, ce n'est pas la politique qui importe, mais la confiance, l'identité et l'ambition commune», a déclaré M. Papagianneas.

Les participants au débat ont fait valoir que pour la survie de l'Union, communiquer efficacement n'est pas un simple choix parmi d'autres, mais une nécessité, en particulier en un temps présent marqué par la désinformation, l'intelligence artificielle et la montée de l'autoritarisme. L'Europe doit montrer la voie pour faire progresser la démocratie et les droits de l'homme. Les médias jouent un rôle essentiel pour structurer la sphère publique européenne, comme l'a constaté **Colin Stevens**, rédacteur en chef de EU Reporter et animateur du débat. «Nous, les médias, devons marteler sans relâche que l'Europe est l'affaire de tout un chacun. Et nous devons le proclamer chaque jour, matin, midi et soir», a-t-il déclaré.

Les experts conviennent de toute la difficulté de lutter à la racine contre la désinformation ou les «fausses informations», alors notamment que l'intelligence artificielle prend une place toujours plus importante. La contre-mesure la plus efficace consiste à susciter une résilience au sein de la population.

M. Plosceanu a relevé que «plutôt que de parler aux citoyens, il est temps de les écouter davantage. Les citoyens veulent davantage s'engager et participer». Il a fait valoir toute l'importance d'œuvrer avec la presse régionale et demandé instamment aux institutions de l'Union qu'elles constituent des partenariats avec les médias régionaux et qu'elles en invitent les journalistes à Bruxelles. Il a conclu son intervention sur la nécessité pour l'Europe d'investir l'échelon local, d'aller sur le terrain.

Sachant que la grande majorité des Européens raisonnent d'abord à l'échelle locale, puis régionale, puis nationale, et seulement ensuite au plan européen, la communication sur l'Europe doit s'adapter à cette réalité et acter que pour toucher les citoyens, ses discours et récits doivent s'articuler sur les plans local,

régional et national. (mt)

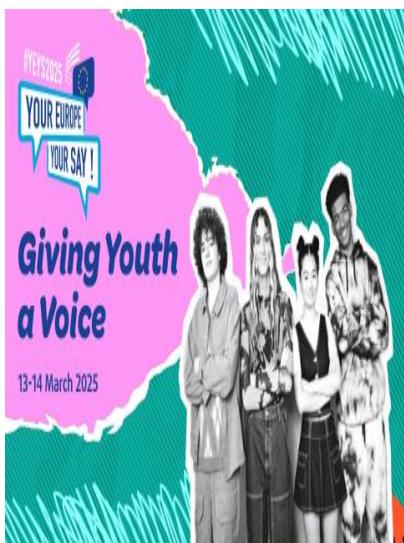


À vos agendas! La Semaine de la société civile du CESE se déroulera du 17 au 20 mars 2025

Partenaire institutionnel de la société civile, le Comité économique et social européen (CESE) est fier de vous annoncer à nouveau la tenue d'une Semaine de la société civile, qui se déroulera ainsi pour la deuxième fois!

Cette manifestation qui aura pour thème central «***Renforcer la cohésion et la participation dans des sociétés polarisées***» comportera, lors de ses quatre journées, des sessions dirigées par le groupe de liaison du CESE avec les réseaux de la société européenne. Parmi ses autres moments forts, il convient également de mentionner la Journée de l'initiative citoyenne européenne (ICE), la cérémonie de remise du prix de la société civile, ainsi que les contributions qu'y apporteront des conseils économiques et sociaux nationaux, des représentants des jeunes, des journalistes et des organisations de la société civile des pays candidats.

Les inscriptions seront ouvertes en février 2025. De plus amples informations seront publiées sous peu sur la page web de la Semaine de la société civile et sur les réseaux sociaux. Restez connectés!



Écoles secondaires: tenez-vous prêtes pour 2025

Pour cette édition de *Votre Europe, votre avis!* (YEYS), le CESE a reçu des centaines de candidatures d'écoles secondaires de toute l'Union européenne, des pays candidats et du Royaume-Uni.

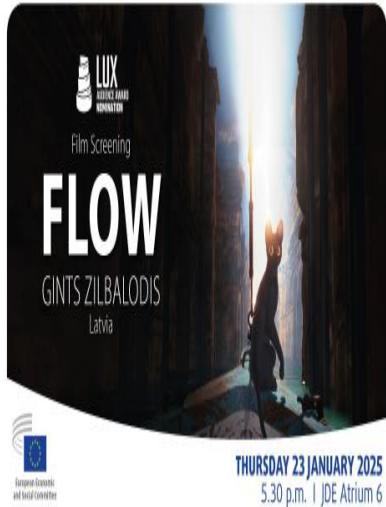
Les organisateurs de YEYS ont examiné et évalué attentivement toutes les candidatures, ils ont ensuite sélectionné 36 écoles secondaires qui participeront à l'édition 2025 les 13 et 14 mars prochains.

Votre Europe, votre avis!, la manifestation annuelle phare du CESE pour la jeunesse, réunira cette année près de 100 élèves et 37 enseignants. Sous le titre «Donner une voix aux jeunes», YEYS se déroulera sur une journée et demie et portera sur le rôle que les jeunes peuvent jouer dans la construction d'un avenir résilient. L'objectif est de les doter des moyens nécessaires pour participer à

l'action civique et contribuer activement à la démocratie participative dans leurs communautés et au-delà.

Alors que le Comité se prépare à accueillir tous les participants de YEYS, les membres du CESE visiteront les écoles sélectionnées au début de l'année 2025 pour rencontrer les jeunes et échanger avec eux avant la manifestation principale.

Les séances d'ouverture et de clôture du 14 mars 2025 seront retransmises en direct. Le lien à suivre sera publié sur le site web du CESE, sur la page web officielle YEYS 2025 [Votre Europe, votre avis! 2025 | CESE](#), où vous trouverez également de plus amples informations et des mises à jour sur la manifestation.



«Flow» fait des vagues au CESE

Le 23 janvier, le CESE accueillera une projection de «Flow», un des films sélectionnés pour le [prix LUX du public 2025](#).

Réalisé par le cinéaste letton **Gints Zilbalodis**, ce long métrage encensé par la critique est le fruit d'une coproduction entre la Lettonie, la France et la Belgique. Il a acquis une reconnaissance mondiale et a remporté le Golden Globe du «Meilleur film d'animation», ainsi que des prix prestigieux lors de manifestations telles que le Festival international du film d'animation d'Annecy, les New York Film Critics Circle Awards et les European Film Awards.

Suivez l'aventure d'un chat, survivant solitaire d'une inondation postapocalyptique, qui vogue dans une nouvelle réalité sur un bateau à voile et apprend à coopérer avec d'autres animaux.

Cette manifestation s'inscrit dans une série de projections cinématographiques, organisées en partenariat avec le prix LUX du public, qui visent à promouvoir la diversité culturelle et à ouvrir le débat sur des questions sociales urgentes.

Did you know that the
EUROPEAN DEMOCRACY PASSPORT
is available in...



PAPER VERSION

INTERACTIVE
ONLINE VERSION



Découvrez la version interactive du «Passeport pour la démocratie européenne»

«Le passeport pour la démocratie européenne» - plusieurs milliers d'exemplaires de la dernière édition de la [brochure populaire du CESE](#) sont actuellement en cours de distribution partout en Europe. Et à la question de savoir si le passeport pour la démocratie européenne est aussi disponible en format électronique, la réponse est oui!

[La version interactive en ligne](#), comprenant des vidéos, des quiz, des cartes et mille autres choses encore, est déjà disponible dans 13 langues, et les autres versions linguistiques ne devraient pas tarder! Prenez le temps d'explorer nos contenus pour mieux comprendre comment vous pouvez faire entendre vos idées.

Recent
EESC
achievements

FOR MORE INFORMATION

This series of fact sheets aims to show our impact on EU legislation, where we brought essential civil society issues to the EU or where we established ourselves as key players.

Les réussites du CESE

La dernière publication du Comité économique et social européen présente une série de 11 récits décrivant ses réalisations récentes.

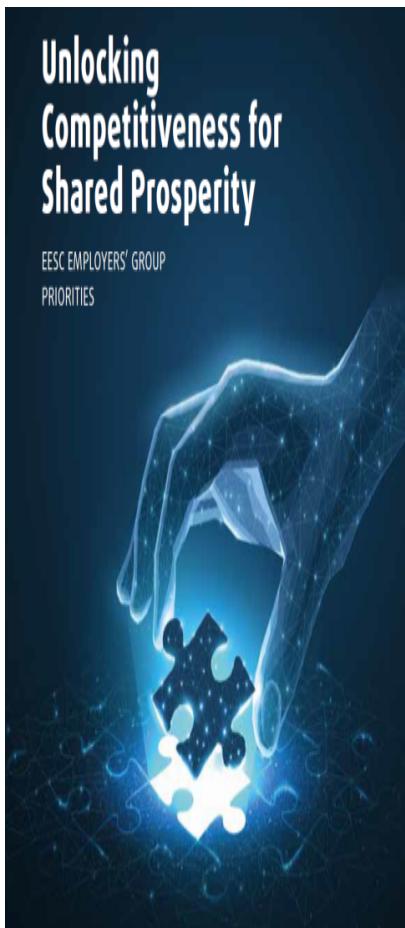
Ils montrent comment le CESE s'est employé à faire en sorte que les questions économiques et sociales les plus importantes, telles que mises en avant par les partenaires sociaux et la société civile, soient débattues et traitées au niveau de l'Union.

Ces récits témoignent également de la manière dont le Comité, grâce à ses travaux consultatifs, influence la législation de l'UE et en contrôle la bonne mise en œuvre.

Pour en savoir plus sur ces 11 récits ou les télécharger, vous pouvez consulter la page de notre site web qui leur est consacrée: [Réalisations récentes du CESE | CESE](#).

Pour obtenir des exemplaires papier de ces récits en anglais et en français, veuillez envoyer un courrier électronique à l'adresse vipcese@eesc.europa.eu.

NOUVELLES DES GROUPES



Exploiter pleinement la compétitivité pour une prospérité partagée: les nouvelles priorités du groupe des employeurs

Par Stefano Mallia, président du groupe des employeurs du CESE

«Exploiter pleinement la compétitivité pour une prospérité partagée»: tel est l'objectif central des priorités récemment adoptées par notre groupe.

Face aux enjeux mondiaux actuels, il s'impose de placer la **compétitivité** et la création d'un environnement favorable aux entreprises au premier rang des priorités politiques, et de les soutenir par des actions stratégiques concrètes.

Dans une Union européenne favorable aux entreprises, la compétitivité repose sur l'excellence et la concurrence saine plutôt que sur les subventions ou le protectionnisme, et les entreprises disposent d'un accès concurrentiel à toutes les ressources de production dont elles ont besoin. Une Union européenne favorable aux entreprises suppose également une réglementation propice aux activités commerciales et à la productivité, des charges administratives réduites à leur minimum et un **marché unique** pleinement opérationnel. En outre, une confiance solide entre les entreprises et les décideurs politiques est essentielle pour

attirer des investissements, tout comme il est nécessaire de préserver les intérêts des entreprises de l'Union par rapport à leurs concurrentes internationales.

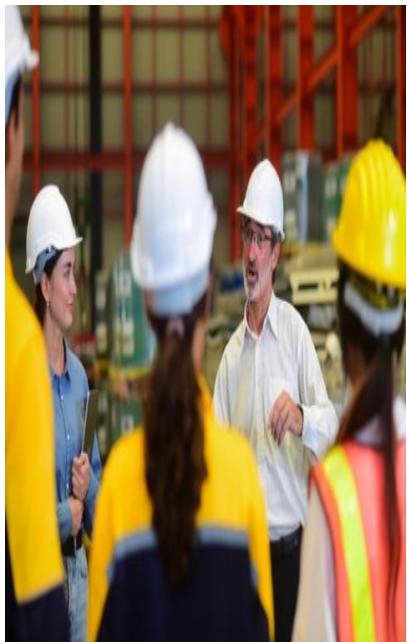
Nous appelons dès lors à accorder une priorité absolue aux actions stratégiques favorables aux entreprises dans les dix domaines suivants:

1. Une réforme en profondeur de l'approche réglementaire
2. Des systèmes d'innovation productive axés sur l'investissement et l'innovation
3. Des capacités technologiques élevées dans les domaines de la défense, de la sécurité et de la transition écologique et un soutien aux jeunes pousses technologiques
4. Une base industrielle solide
5. Des marchés financiers intégrés grâce au développement de l'union des marchés des capitaux et de l'union bancaire
6. Un accès adéquat au travail
7. Des systèmes énergétiques et de transport efficaces
8. Des conditions commerciales équitables
9. Une transition écologique axée sur les entreprises
10. Des finances publiques efficaces

Ces mesures d'urgence sont impératives si nous voulons bénéficier du rôle positif que jouent les entreprises compétitives dans la création d'une économie résistante et d'une Union européenne influente à l'échelle mondiale.

Les rapports Letta et Draghi ont tiré la sonnette d'alarme: si l'Union ne rétablit pas sa compétitivité, elle sera contrainte à des compromis difficiles en matière de bien-être, de normes environnementales et de libertés fondamentales.

Nous ne pouvons pas nous le permettre.



Un pacte pour une industrie propre pour l'Europe – mais aussi pour ses travailleurs?

Par le groupe des travailleurs

L'industrie européenne est confrontée à une multiplicité de défis, notamment des prix extrêmement élevés de l'énergie, la difficulté d'attirer une main-d'œuvre qualifiée et l'accès au financement. En 2023, l'Union européenne a présenté [le plan industriel du pacte vert](#), qui cible la réalisation de la neutralité carbone. Dans sa présentation des [orientations politiques de l'automne dernier](#), la présidente Ursula von der Leyen a évoqué un «pacte pour une industrie propre» avec pour visée des industries compétitives et des emplois de qualité, dans l'esprit du rapport Draghi.

L'industrie est une composante essentielle des transitions écologique et numérique, ainsi que de notre système économique. Mais quel est le sens, pour les travailleurs, de ce nouveau pacte? Disposer d'une main-d'œuvre forte et syndiquée, bien rémunérée et jouissant de bonnes conditions de travail, n'est pas seulement une question qui se pose aux syndicats, mais elle concerne aussi la société dans son ensemble, la démocratie et la stabilité sociale, ainsi que la productivité des entreprises.

En l'absence d'orientations pertinentes et de financement public suffisant, ledit pacte pourrait en fin de compte se cantonner aux pans du rapport Draghi et du programme en matière de compétitivité qui sont les plus favorables à la déréglementation. Une telle approche pourrait mettre en péril le modèle social européen en favorisant un mode de concurrence pernicieux qui alimenterait un nivelingement par le bas des salaires et des conditions de travail.

Pour répondre à cette préoccupation, le groupe des travailleurs du CESE et la Confédération européenne des syndicats (CES) organisent une conférence conjointe sur la politique industrielle européenne pour des emplois de qualité. Celle-ci se tiendra le 14 février prochain dans les locaux du CESE. Nous invitons toutes les parties intéressées à retenir cette date en vue de participer à la discussion.

La crise du logement dans l'Union appelle des mesures au niveau paneuropéen

Par le groupe des organisations de la société civile du CESE

Intensifier la numérisation dans les secteurs de la construction et du logement et faire participer les acteurs de l'économie sociale aux services de fourniture de logements sont des démarches qui peuvent contribuer à relever les défis actuels en matière d'accessibilité et de durabilité du logement en Europe. Le logement n'étant pas seulement un besoin, mais aussi un droit de l'homme, il est nécessaire d'apporter une réponse paneuropéenne aux différents défis qui lui sont liés, comme l'a conclu une récente conférence organisée au CESE.

Le 21 novembre 2024, le groupe des organisations de la société civile du CESE a organisé la **conférence** intitulée «**Protéger les plus vulnérables d'Europe grâce au logement durable et abordable**», au cours de laquelle les discussions ont porté sur la manière dont l'Union et ses États membres pourraient rendre, dans toute l'Europe, les conditions de logement plus inclusives, abordables et durables.

Séamus Boland, président du groupe des organisations de la société civile, a souligné que l'accès à un logement adéquat constitue un droit de l'homme qui nécessite une approche paneuropéenne. Il a souligné le lien entre l'augmentation des prix du logement et les niveaux de pauvreté, soulignant que «disposer d'une offre de logements abordables et durables est essentiel pour éradiquer la pauvreté».

M. Boland a également souligné que «la stratégie européenne de lutte contre la pauvreté et le plan européen pour des logements abordables proposés par la présidente élue de la Commission européenne doivent s'inscrire dans une approche politique intersectorielle visant à mettre un terme à la pauvreté. Cette approche doit associer les organisations de la société civile tout au long du processus de conception, de mise en œuvre et de suivi des solutions. La question du logement durable doit être examinée dans une perspective plus large qui englobe l'utilisation efficace des ressources, la circularité, la résilience, l'adaptation et l'accessibilité économique».

La manifestation a également permis de présenter la **nouvelle étude du CESE** intitulée «Des logements durables et abordables dans l'UE», commandée par le groupe des organisations de la société civile. Ce document explore les solutions stratégiques qui pourraient permettre de parvenir à un logement abordable et durable dans l'ensemble de l'Union. Il étudie deux tendances nouvelles: la numérisation, et la participation des acteurs de l'économie sociale à l'offre de logements. Il examine aussi des initiatives innovantes déployées dans six États membres et évalue dans quelle mesure elles pourraient être appliquées

plus largement dans toute l'Europe.

Pour en savoir plus sur les **recommandations politiques de l'étude du CESE** à moyen et à long terme, cliquez [ici](#).

Vous pouvez également consulter les [**conclusions et recommandations**](#) de la conférence.

GROS PLAN SUR LES MIGRATIONS

[Le Forum européen sur la migration montre comment la société civile peut contribuer à mettre en œuvre le pacte sur la migration et l'asile](#)

Le neuvième Forum européen sur la migration, organisé par le Comité économique et social européen (CESE) et la direction générale de la migration et des affaires intérieures de la Commission européenne, s'est concentré sur la manière dont la société civile peut jouer un rôle clé dans la mise en œuvre à venir du pacte sur la migration et l'asile, tout en mettant en lumière le travail que réalisent directement sur le terrain les organisations de la société civile.

Le Forum européen sur la migration, qui s'est tenu à Bruxelles à la fin du mois de novembre 2024, a centré son attention sur le [pacte sur la migration et l'asile](#) entré en vigueur en juin de cette même année. Les participants se sont penchés sur la mise en œuvre à venir de ce pacte et sur la manière dont la société civile peut prêter son concours pour l'appliquer avec humanité. Cette manifestation s'est également employée à examiner de très près le nouveau mécanisme permanent de solidarité, le resserrement des liens entre les procédures d'asile et de retour, le caractère adéquat des conditions d'accueil, ainsi que le [plan d'action en faveur de l'intégration et de l'inclusion pour la période 2021-2027](#).

Ylva Johansson, commissaire européenne sortante aux affaires intérieures, a déclaré lors du lancement de la session d'ouverture: «Je suis heureuse que l'une de mes dernières missions publiques en tant que commissaire soit de prendre la parole lors du Forum européen sur la migration, qui constitue une plateforme capitale offrant aux organisations de la société civile, aux États membres de l'Union européenne et aux responsables politiques l'occasion de relever les défis qui se posent et de saisir les occasions qui se présentent dans le contexte de la gestion des migrations. Les discussions que nous avons menées au fil des ans ont toujours été une source d'inspiration. Ensemble, nous pouvons construire des collectivités plus fortes et plus résilientes, tout en défendant nos valeurs et en veillant à ce que l'Europe reste un lieu où l'on puisse se réfugier tout en se créant un avenir.»

Oliver Röpke, président du CESE, a remercié la commissaire Johansson de son engagement en faveur de la réforme de la politique migratoire de l'Union européenne. Il a néanmoins averti que «nous devons faire en sorte que le pacte sur la migration soit mis en œuvre de la façon la plus humaine et la plus durable possible. Le seul moyen d'y parvenir est d'être à l'écoute des organisations de la société civile actives sur le terrain.

Si le pacte a été adopté, la tâche est loin d'être terminée. On pourrait même dire que le véritable travail ne fait que commencer.»

Le Forum européen sur la migration a été créé en 2015 en tant que plateforme de dialogue entre la société civile, les institutions et les pouvoirs publics sur des questions relatives à la migration et à l'intégration des ressortissants de pays tiers. Il se réunit une fois par an pour examiner les derniers développements politiques et rassembler et échanger des informations sur la manière dont les politiques européennes sont mises en œuvre aux niveaux régional et local, sur le terrain.

Chaque année, le Forum se saisit d'un thème différent, dont le choix résulte des contributions qu'apportent les organisations de la société civile au fil de procédures de consultation menées dans les mois qui précèdent la tenue de la manifestation. Jusqu'à présent, il a traité de sujets tels que des routes migratoires sûres, l'accès des migrants aux droits et services et à l'Union européenne, un marché du travail européen plus inclusif pour les migrants et le rôle des jeunes.

Le CESE a déjà adopté des avis clés sur des thèmes majeurs liés à la migration et à l'asile, à savoir sur la mise en place du [pacte sur la migration et l'asile](#), sur le [règlement relatif à l'asile et à la migration](#), sur le [paquet «Union de la sécurité»/paquet «Schengen»](#), ou encore sur le [plan d'action en faveur de l'intégration et de l'inclusion pour la période 2021-2027](#). Il a également créé en 2009 un [groupe permanent sur l'immigration et l'intégration](#), qui contribue à donner une traduction concrète au rôle de médiateur que joue le CESE entre la société civile et les institutions de l'UE pour les questions migratoires, tout en œuvrant à promouvoir l'élaboration d'une politique européenne commune en matière d'immigration et d'intégration.
(Im)



Photo from 'The Jungle' project: Trench foot, a fungal infection that affects the feet, is one of the most common health problems among refugees attempting to cross the Bia?owie?a Forest (October 2022). Copyright: Hanna Jarzabek

La jungle

Hanna Jarzabek, photographe documentaire hispano-polonaise nominée pour l'«Impact Award 2024» de l'initiative IJ4EU (journalisme d'investigation en Europe), dresse un tableau sombre de la situation à la frontière entre la Pologne et la Biélorussie, où des milliers de réfugiés tentent de traverser la forêt de Białowieża, surnommée «La jungle».

par Hanna Jarzabek

Depuis le mois de novembre 2021, des milliers de réfugiés, principalement originaires de pays du Moyen-Orient et d'Afrique, ont tenté de traverser la forêt de Białowieża, la dernière forêt primaire d'Europe, qui se trouve le long de la frontière entre la Pologne et la Biélorussie. Surnommée «la jungle» par certains réfugiés, cette forêt est dangereuse et difficile à traverser, surtout pour ceux qui ne connaissent pas le rude climat de l'Europe du Nord-Est. Bon nombre d'entre eux y restent coincés pendant longtemps, faisant face à des conditions extrêmes, telles que le manque de nourriture et d'eau ou le risque élevé de souffrir d'hypothermie, voire de mourir, durant les mois d'hiver. S'ils sont arrêtés par les gardes-frontières, ces réfugiés sont généralement contraints de retourner de l'autre côté de la frontière, en Biélorussie, et se retrouvent donc dans les bois, souvent la nuit, sans témoins et sans téléphones, ces derniers étant détruits pour empêcher toute communication avec le monde extérieur. Ces renvois forcés, ou refoulements, ont lieu même dans des conditions extrêmes, et aucune exception n'est faite pour les femmes enceintes ou les personnes au bord de l'hypothermie, qui sont tout de même expulsées vers le territoire biélorusse. Certains réfugiés affirment avoir subi ces refoulements à plusieurs reprises, jusqu'à 17 fois.

L'ancien gouvernement polonais a construit un mur frontalier, surmonté de fil barbelé concertina et renforcé à la base. Comme d'autres barrières similaires érigées ailleurs, cette construction n'empêche pas les personnes d'essayer d'entrer en Europe: elle les expose plutôt à davantage de blessures graves. Les gardes-frontières ont également installé des pièges photographiques dans la forêt afin de détecter les mouvements des réfugiés et des travailleurs humanitaires. En l'absence de camps, les réfugiés se cachent dans la forêt pour éviter d'être refoulés vers la Biélorussie, tandis que la présence militaire, toujours plus importante, entrave l'accès à l'aide humanitaire.

Depuis le début, il est très compliqué de fournir une aide humanitaire dans cette zone frontalière. La perte de pouvoir du gouvernement d'extrême droite en octobre 2023 a alimenté les espoirs de changements dans la politique migratoire, mais la violence, les renvois et l'accès limité aux soins médicaux sont toujours d'actualité. Actuellement, Médecins sans frontières n'emploie que trois travailleurs à temps partiel aux abords de cette frontière longue de 400 kilomètres pour prodiguer des soins médicaux. L'organisation ne dispose pas d'une base permanente à cet endroit, contrairement à d'autres régions connaissant des flux migratoires similaires. Les conditions sont difficiles: l'aide est souvent fournie dans l'obscurité, sans bénéficier des équipements qui permettraient d'établir un diagnostic précis. Les travailleurs adaptent leurs activités aux conditions rencontrées dans la forêt, par exemple en posant des perfusions intraveineuses la nuit ou en prodiguant des soins médicaux urgents dans des cas graves comme les fausses couches.

Depuis la construction du mur, différents types de fractures s'ajoutent aux problèmes de santé, les personnes qui tentent de passer au-dessus du mur chutant parfois d'une hauteur de cinq mètres. Certaines de ces fractures nécessitent des opérations complexes et des mois de convalescence. Dans ces cas-là, mais aussi en cas d'hypothermie, la seule solution est d'appeler une ambulance, sachant que la personne sera alors arrêtée, et placée sous la surveillance de gardes-frontières pendant son séjour à l'hôpital. Une fois le patient sorti de l'hôpital, les gardes-frontières décideront, sur la base de critères qui leur sont propres, s'il sera envoyé dans un centre fermé pour étrangers ou dans un centre ouvert. Selon les dires de plusieurs

personnes que j'ai interrogées, il est arrivé que certains réfugiés, une fois sortis de l'hôpital, soient ramenés dans la forêt par les gardes puis refoulés du côté biélorusse, pour tout recommencer à zéro.

Ces derniers mois, le nombre de soldats stationnés à la frontière entre la Pologne et la Biélorussie n'a cessé d'augmenter, reflétant l'escalade des tensions dans la région. En juin 2024, un migrant a poignardé un soldat polonais à la frontière. Ce dernier a par la suite succombé à ses blessures. En réaction, le nouveau gouvernement a intensifié sa campagne de lutte contre la migration et a introduit une loi permettant aux soldats d'utiliser des armes dès qu'ils l'estiment nécessaire, sans devoir rendre compte de leurs actions. Cette décision suscite de vives inquiétudes, surtout à la lumière de précédents incidents alarmants qui ont impliqué le recours à la force. Par exemple, en octobre 2023, un réfugié syrien a été touché en plein jour par une balle dans le dos, qui a provoqué de graves blessures. De même, en novembre 2023, des travailleurs humanitaires bénévoles ont signalé que des gardes-frontières avaient tiré dans leur direction sans sommation, alors qu'ils tentaient de fournir de l'aide. La nouvelle loi risque non seulement de normaliser de telles pratiques dangereuses, mais aussi de créer un climat d'impunité encore plus risqué, tant pour les réfugiés que pour ceux qui leur apportent une aide humanitaire. En donnant un pouvoir non contrôlé aux soldats, cette politique porte atteinte aux droits humains fondamentaux et pourrait provoquer une escalade de la violence dans une zone frontalière déjà instable.

Donald Tusk cherche à renvoyer l'image d'une personne plus ouverte et respectueuse des droits de l'homme, mais son gouvernement perpétue les pratiques de l'administration précédente et continue de dépeindre les migrants à ses frontières comme une menace pour la société polonaise, en les déshumanisant et en les qualifiant de terroristes ou de criminels. Le gouvernement précédent a aussi tenté de faire passer les travailleurs humanitaires pour des complices de la traite d'êtres humains, un crime passible d'une peine pouvant aller jusqu'à huit ans de prison. Il semblerait que cette politique va se poursuivre sous le gouvernement de Donald Tusk. Le 28 janvier 2025, cinq travailleurs humanitaires bénévoles qui ont aidé une famille iraqienne et une personne égyptienne en 2022 [seront jugés](#); ils risquent la même peine sévère.

En outre, la politique migratoire qui vient d'être annoncée en octobre 2024 n'incite guère à l'optimisme. La zone tampon, créée en juillet dernier, existe toujours: elle limite fortement l'accès des organisations humanitaires, dont Médecins sans frontières, ainsi que des journalistes, restreignant dans le même temps l'aide fournie aux réfugiés ainsi que la documentation des violations des droits de l'homme par les autorités polonaises.

L'aspect le plus controversé de cette stratégie est toutefois le projet de suspendre le droit d'asile à cette frontière, une mesure en contradiction flagrante avec les droits fondamentaux qui sont reconnus dans toute l'Europe. Cette politique aura en outre des conséquences considérables pour les populations de cette région frontalière. Elle a pourtant été élaborée sans aucune consultation préalable, que ce soit avec elles ou avec les organisations humanitaires. Ces dernières, qui s'emploient sans relâche à fournir de l'aide, ont aussi acquis des informations cruciales sur la situation et les besoins des réfugiés qui tentent de franchir la frontière, ainsi que sur les défis auxquels ils sont confrontés. Le fait de ne pas tirer profit de ces connaissances compromet les efforts humanitaires, tout en risquant d'aggraver une situation déjà catastrophique.

Le présent [rapport d'investigation](#) a été rédigé grâce au soutien d'une bourse accordée par le Fonds pour le journalisme d'investigation pour l'Europe (IJ4EU).

Hanna Jarzabek est une photographe documentaire hispano-polonaise basée à Madrid. Elle a étudié les sciences politiques et travaillé comme analyste politique pour des agences des Nations unies. Son travail

porte sur des sujets tels que la discrimination, l'identité de genre, la diversité sexuelle et les flux migratoires le long des frontières orientales de l'Union, autant de thématiques qu'elle aborde avec respect et sensibilité. Ses travaux ont été publiés par des médias importants comme *El País* et *Newsweek Japan*, exposés au niveau international et récompensés à de nombreuses reprises, notamment par une nomination pour l'«Impact Award 2024» de l'initiative IJ4EU et le Leica Oskar Barnack Award 2023.

Photo du projet baptisé «La jungle»:

Le pied des tranchées, une infection fongique qui touche les pieds, est l'un des problèmes de santé les plus fréquents parmi les réfugiés qui tentent de traverser la forêt de Białowieża (octobre 2022).

Copyright: Robert Gašpert

Unmarked graves at Europe's outer borders

Barbara Matejčić, a freelance journalist from Croatia, has had the 'List of Refugee Deaths' - a record of people who tried to reach safety in the EU from 1993 to present day - printed out on her desk for a long time. This 'catalogue of refugee despair and the cruelty of Europe's border regime' has served as a reminder that she needs to do something about it. In 2024, she took part in a major award-winning cross-border journalism project that confirmed over 1 000 unmarked graves of migrants across Europe over the last decade. Her story Unmarked monuments of EU's shame in Croatia and Bosnia chronicles state-linked deaths along the treacherous Balkan route.

By Barbara Matejčić

As I write this, on 13 January, in Zagreb, the odds are high that someone out there on the so-called Balkan route is dying. The temperatures are below freezing; the rivers are icy, swollen, and fast-flowing, and the mountains and forests are covered in snow. People have no other way to reach the European Union and ask for asylum, so they take high-risk routes. And they do not die 'only' because they drowned, fell fatally or froze to death. They also die because the police shoot at the boats in which they cross rivers, as happened to 20-year-old Arat Semiullah from Afghanistan, whose funeral prayer I attended in Bosnia and Herzegovina. They also die because the police refuse to respond to their repeated cries for help, as in the case of three minors from Egypt who froze to death in a Bulgarian forest in late 2024.

The root of my journalistic work on migrant deaths along the Balkan route lies in the 'List of Refugee Deaths', compiled by UNITED, a European network of activists and non-governmental organisations. The list documents information from 1993 to the present, about who has died, where, when, how and under what circumstances, while trying to reach Europe or somewhere within Europe. Many of those on the list were refugees fleeing the wars in the former Yugoslav countries. Eleven-year-old Jasminka from Bosnia died in 1994 after her Roma family was set on fire in a refugee centre in Cologne. Lejla Ibrahimović from Bosnia took her own life on 4 December 1994 in Birmingham after the British Interior Ministry refused to grant a visa to her husband Safet. Many people on the list tragically died by suicide.

Many did so after their asylum applications were refused, or before they were due to be deported from the European country they had managed to reach or in protest of the long wait for their asylum requests to be

resolved. In the summer of 1995, Todor Bogdanović from Yugoslavia was shot by French police in the mountains near the border with Italy. He was eight years old. Refugees from former Yugoslav countries crossed the borders with documents and received protection in European countries, similar to Ukrainian refugees since the war in Ukraine began. But even then, some could not cross the border legally and tried to reach safety in Western Europe by any means they could, just as non-European refugees have done over the past decade. We don't know about those deaths from the 1990s, just as we don't know much about the ones happening today.

Twelve years ago, I printed out that list, and it has been sitting on my desk ever since as a reminder that I need to do something about it. For me, no photograph, no text, no documentary about refugees is as heart-wrenching as that bare list of dead people. Those densely written pages are a catalogue of refugee despair and the cruelty of Europe's border regime.

As a reporter, I have covered various aspects of migration, including illegal pushbacks and police violence, particularly by the Croatian police, over the past decade. I started focusing on deaths in 2023. I toured cemeteries with activists in Croatia and Bosnia and Herzegovina, sent hundreds of inquiries to state bodies, spoke to the loved ones of the deceased. It is the activists, not the police, that migrants call when their life is in danger. It is the activists who help relatives find those who have disappeared after losing contact with them. It is activists who try to identify the dead, and put up permanent gravestones. This network of compassionate people does the work that should be done by institutions.

The text [Unmarked monuments of EU's shame in Croatia and Bosnia](#) is part of what I published, and it was created as part of an international journalistic investigation into migrant deaths at the external borders of the European Union, which I conducted together with colleagues from Greece, Italy, Spain, and Poland. The series titled [1000 Lives, 0 Names: The Border Graves Investigation](#) won the 2024 [Special Award European Press Prize](#) and [Investigative Journalism for EU Impact Award](#) (IJ4EU).

Based in Zagreb, Croatia, Barbara Matejčić is an award-winning freelance journalist, non-fiction writer, editor, researcher and audio producer focused on social affairs and human rights in the Balkan region. She has won several awards, including the Investigative Journalism for Europe award (2024) and the European Press Prize (2024). The Croatian Journalists' Association named her best print journalist in Croatia for her features about post-war societies in Croatia and Bosnia and Herzegovina. She writes for Croatian and international media and produces multimedia projects. She lectures in Journalism Studies at the University of VERN in Zagreb. You can find out more about Barbara's work at barbaramatejcic.com

Copyright: UNHCR

[Les États de l'Union européenne ne doivent pas contraindre les réfugiés syriens à retourner chez eux alors que l'instabilité continue d'y régner](#)

Le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), est prêt à aider les Syriens qui estiment qu'ils peuvent rentrer chez eux en toute sécurité. Pour tous les autres, il déconseille toutefois les retours forcés dans un pays marqué par l'incertitude politique et confronté à l'une des pires crises humanitaires au monde, où pas moins de 90 % de la population vit en dessous

du seuil de pauvreté, fait valoir Jean-Nicolas Beuze, son représentant auprès de l'Union.

Par Jean-Nicolas Beuze

Alors qu'en Syrie, la scène politique connaît des mutations rapides dans le sillage de la chute du président Bachar el-Assad, le sort des réfugiés syriens — le groupe le plus important au monde — se retrouve au centre des débats partout en Europe.

Un nombre croissant d'États de l'Union européenne suspendent les décisions relatives aux demandes d'asile de Syriens, et certains d'entre eux ont annoncé des initiatives prévoyant notamment des vols charters et des incitations financières ou des «primes de retour» afin d'encourager les réfugiés à rentrer chez eux. L'on entend que d'autres encore envisageraient même d'expulser des Syriens qui se trouvent actuellement sur leur territoire, quel que soit leur statut en matière d'asile.

Pour que les États de l'Union tranchent en connaissance de cause en matière d'asile, ils doivent apprécier si la Syrie est un pays sûr pour permettre à ses ressortissants qui résident actuellement en Europe d'y retourner. Le cours des événements sur le terrain change rapidement et ne permet pas à l'heure actuelle de se prononcer catégoriquement en matière de sécurité. Dans ce domaine, la situation en Syrie demeure incertaine, sachant que ce pays est écartelé entre l'espoir de paix et de réconciliation et la menace de nouvelles violences.

Les millions de réfugiés syriens qui vivent en dehors de leurs pays ne savent que penser de l'évolution de la situation dans leur patrie et de ce qu'elle signifie pour leur propre avenir. Ils se demandent si la Syrie sera pour eux un pays sûr, si leurs droits y seront respectés. Pour certains, la perspective d'un retour peut sembler plus réaliste, tandis que d'autres l'envisagent encore avec de vives inquiétudes.

Dans la Syrie d'aujourd'hui, que réservera l'avenir à celles et ceux qui appartiennent à des minorités ethniques ou religieuses, qui professent des idées politiques divergentes ou encore qui se reconnaissent comme membres de la communauté LGBTQ+? La réponse demeure incertaine.

Mais pour ceux qui estiment qu'ils peuvent rentrer chez eux en toute sécurité, il nous faut respecter leur appréciation et, le cas échéant, les aider à retourner et à se réintégrer dans leur communauté d'origine. Toutefois, pour tous les autres, le HCR conseille de ne pas les forcer à retourner en Syrie en raison de l'instabilité et de l'incertitude politique qui continue d'y régner.

Un rapatriement forcé depuis l'Union européenne violerait les droits dont disposent les Syriens en leur qualité de réfugiés, et les exposerait ce faisant au risque de subir un préjudice grave et irréparable à leur retour.

Alors que les armes continuent de parler et que la violence sévit toujours dans différentes régions de Syrie, et qu'il n'apparaît pas encore clairement de quelle manière les nouvelles autorités entendent répondre aux besoins de la population, en particulier ceux des groupes vulnérables, il est donc prématuré pour beaucoup d'envisager d'y retourner. Il importe de respecter leur jugement en la matière. Par conséquent, les États membres de l'Union européenne, ainsi que les pays limitrophes de la Syrie qui accueillent avec générosité la plupart des réfugiés syriens depuis plus de dix ans, doivent continuer à respecter leur engagement de fournir une protection aux Syriens sur leur territoire.

Sur les 1,1 million de déplacés à l'intérieur du pays du fait de la recrudescence des hostilités à la fin du mois de novembre dernier, quelque 627 000 de personnes, dont 75 % de femmes et d'enfants, ne sont toujours pas rentrées chez elles.

Des retours prématurés présentent des risques importants, notamment celui d'alimenter un cycle de déplacements — tant en Syrie même qu'au-delà de ses frontières — qui aboutiront en fin de compte à aggraver la crise.

Outre ces déplacements massifs, la Syrie fait en effet face à l'une des plus graves crises humanitaires au monde. Les infrastructures syriennes, notamment des hôpitaux, des écoles et des logements, ont été en grande partie détruites pendant le conflit. La plupart des réfugiés n'ont plus d'habitation où rentrer. De nombreuses régions subissent toujours des pénuries de nourriture, d'eau potable et de soins médicaux. Faute de services de base, de perspectives économiques et de sécurité, il est difficile pour les rapatriés de reconstruire leur vie de manière pérenne et digne. Un chiffre choquant de 90 % de la population syrienne vit sous le seuil de pauvreté.

Au cours de ces dernières semaines, les retours volontaires de Syriens depuis le Liban, la Turquie et la Jordanie ont sensiblement augmenté, à hauteur de 125 000, soit quelque 7 000 par jour, à en croire les premières estimations. Si ces retours sont motivés par des choix individuels, le HCR n'en est pas moins disposé à aider ceux qui décident de rentrer dès maintenant.

Alors que nombre de Syriens en Europe et dans les pays voisins de la Syrie se demandent s'il est sûr de rentrer et s'interrogent sur les services de base et les possibilités de reconstruire leur vie qu'ils pourront y trouver, tous désirent ardemment y retrouver ceux qui leur sont chers. C'est pourquoi beaucoup souhaitent rentrer chez eux pour de courtes visites afin de se faire leur propre idée de la situation sur le terrain. Ils doivent pouvoir le faire sans craindre de perdre leur statut de réfugié en Europe. Ces visites pour «aller et voir sur place» sont essentielles pour permettre à ces personnes de décider en connaissance de cause, ce qui produira de meilleurs résultats, sous la forme notamment de retours sûrs et pérennes.

La patience et la prudence sont essentielles, sachant que les Syriens attendent des conditions propices pour rentrer chez eux en toute sécurité et réussir à se réintégrer au sein de leurs communautés. Puisque de nombreux Syriens commencent à envisager de rentrer chez eux, le HCR est prêt à les aider. Après des années de déplacement, il pourrait s'agir pour nombre d'entre eux d'une occasion longtemps espérée de mettre un terme à leur périple de réfugiés et de trouver une solution durable en retournant en Syrie. Tout comme l'Union européenne et le HCR n'ont cessé d'être présents à leurs côtés tout le temps de leur exil, nous continuerons de l'être lorsqu'ils rentreront chez eux et reconstruiront une nouvelle Syrie.

Jean-Nicolas Beuze est le représentant du HCR auprès de l'Union européenne, de la Belgique, de l'Irlande, du Luxembourg, des Pays-Bas et du Portugal, après avoir exercé cette même fonction auprès de l'Irak, du Yémen et du Canada. Il possède plus de 27 années d'expérience au service des Nations unies, tant sur le terrain qu'à leur siège, dans les domaines des droits de l'homme, du maintien de la paix et de la protection de l'enfance.

Salué comme un tournant historique au moment de son adoption en mai 2024, le nouveau pacte de l'Union européenne sur la migration et l'asile doit encore faire ses preuves. Ce ne sera pas chose facile en cette année 2025 marquée par un contexte géopolitique extraordinairement incertain, si bien que la prudence sera de mise et de savants équilibres devront être trouvés vu la complexité inhérente à ce dossier et le calendrier serré qui été fixé pour sa mise en œuvre — une analyse de Camille Le Coz de l'institut MPI Europe, spécialisé dans les questions migratoires en Europe.

L'année 2025 qui commence apporte son lot de questions pressantes concernant l'avenir des politiques migratoires dans l'Union européenne. Si la nouvelle Commission européenne a fixé un cap clair dans son plan de mise en œuvre du nouveau pacte sur la migration et l'asile, des revirements de circonstances risquent cependant d'accaparer par ailleurs l'attention politique et les ressources. Les élections qui se tiendront très prochainement en Allemagne font encore monter d'un cran l'incertitude, tout comme la chute du régime Assad et le cours imprévisible de la guerre en Ukraine. Les discussions sur des modèles d'externalisation se poursuivent, mais ces initiatives apparaissent souvent comme des manœuvres politiques isolées et non comme un élément constitutif d'une stratégie européenne cohérente. En attendant, la migration continue d'être instrumentalisée à la frontière entre la Pologne et la Biélorussie, suscitant toujours plus d'entorses au droit européen. Ce sera pour l'Union européenne l'année de vérité, quant à savoir si elle sera capable d'adopter une approche propre à inspirer la confiance et à mobiliser l'action collective dont elle a tant besoin, ou si au contraire elle assistera à la poursuite de son éclatement.

En mai 2024, les responsables politiques européens avaient été nombreux à saluer l'adoption du pacte comme un tournant historique après des années d'âpres négociations. Cet accord intervenu à la veille des élections européennes avait été le témoin de la capacité de l'Europe à s'unir pour répondre à quelques-uns des enjeux les plus complexes auxquels elle est confrontée. Au cœur des objectifs inscrits dans le pacte, il s'agissait de désamorcer les tensions autour des notions de responsabilité et de solidarité, de mettre un terme à la perception d'une crise migratoire perpétuelle et d'harmoniser des procédures d'asile qui divergent d'un État membre à l'autre. Bien que le nouveau cadre s'appuie largement sur le système existant, il introduit les mesures plus strictes que sont par exemple un filtrage systématique, des procédures d'asile et de retour améliorées au niveau des frontières, ou encore des dérogations aux règles communes en cas de crise. Ce pacte donne aussi davantage la main à l'échelon européen puisqu'il confère à la solidarité un caractère obligatoire, confie un rôle accru aux institutions et agences de l'Union et renforce les financements et la supervision du niveau européen.

Ce regain de crédibilité de l'Union européenne s'agissant de sa capacité à agir de concert dans sa gestion de la migration pourrait cependant être de courte durée si les Européens échouent à mettre en œuvre les nouvelles règles d'ici mai 2026. Ce calendrier serré apparaît d'autant plus délicat que le pacte nécessite de mettre en place un système complexe, de mobiliser des ressources et de recruter du personnel, qu'il faudra aussi former, en particulier dans les États membres situés en première ligne. Bien que les États membres aient élaboré des plans d'action nationaux, ils n'ont pas beaucoup communiqué politiquement sur ce travail, qui s'est en grande partie déroulé à porte close. Cette dissonance pose un risque croissant, tant il apparaît essentiel de fixer un cap politique pour préserver l'équilibre fragile qui règne au niveau de l'Union.

Qui plus est, la mise en œuvre du nouveau système exigera de la part des acteurs concernés qu'ils forment des alliances. Aux côtés des agences européennes, et en premier lieu de l'Agence de l'Union européenne pour l'asile, lesquelles assument déjà un rôle crucial dans ce processus, les agences nationales chargées de

l'asile forment un rouage central dans la transposition de textes législatifs complexes en des cadres pratiques. Il sera tout aussi important d'associer à ces démarches les organisations non gouvernementales afin de bénéficier de leur expertise et de garantir, pour ne citer que ces exemples, l'accès à des conseils juridiques et l'exercice d'une vigilance en ce qui concerne les nouvelles procédures. Il faudra, à l'appui de ces efforts, privilégier davantage les logiques de collaboration, grâce notamment à des consultations régulières, à des mécanismes solides de partage des informations et à des groupes de travail opérationnels qui se réuniront périodiquement.

Pour l'heure, la question qui retient beaucoup l'attention est celle des stratégies d'externalisation, dans lesquelles un nombre croissant de capitales européennes voit un moyen de parer aux problèmes migratoires de l'Union. L'accord conclu entre l'Italie et l'Albanie et qui, dans ce domaine, a imposé Giorgia Meloni comme une figure de premier plan sur la scène européenne, a suscité de nombreux débats quant à sa capacité à améliorer la gestion d'une migration mixte. Ce dispositif n'a cependant pas encore produit de résultats et reste un accord bilatéral qui ne prévoit aucunement la contribution d'autres partenaires européens. Depuis, d'autres gouvernements ont esquisonné d'autres modèles en lieu et place de la solution italienne, comme des plateformes de retour, en proposant des pistes pour les intégrer dans une approche à l'échelle de l'Union.

C'est précisément cette question des retours qui devrait occuper le devant de la scène politique dans les mois à venir. En effet, le pacte repose pour partie sur un traitement plus rapide des retours, en particulier pour les personnes soumises à des procédures à la frontière dans les États situés en première ligne. La Commission et les États membres s'efforcent de répondre à cette urgence tout en ménageant un espace pour des dispositifs pilotes de plateformes de retour, et des propositions de révision de la directive sur le retour sont attendues en mars. Compte tenu de la brièveté des échéances, le risque est que les Européens ne tirent pas pleinement les leçons du terrain, en dépit des progrès obtenus ces dix dernières années dans des domaines tels que la sensibilisation, le conseil, l'aide à la réintégration et les apprentissages mutuels au niveau de l'Union. Par ailleurs, l'Europe doit prendre garde à ce que l'expérimentation de modèles d'externalisation ne porte pas atteinte à ses relations avec les pays d'origine ni ne dégrade le statut dont elle jouit plus largement.

Cet exercice délicat d'équilibrisme est réalisé dans un contexte extraordinairement incertain, qui fait de la mise en œuvre du pacte un test non seulement pour la gestion de la migration, mais aussi plus largement pour le projet européen lui-même. C'est en particulier la situation à la frontière polonaise qui met en évidence les difficultés spécifiques que pose le respect de règles contraignantes face à la pression d'un voisin hostile. En ce qui concerne la Syrie et l'Ukraine, les capitales européennes doivent se préparer à des événements imprévus. Il sera primordial, dans l'année qui vient, de tenir fermement la barre au niveau de l'Union pour mettre en œuvre de nouvelles règles et continuer d'explorer des pistes novatrices qui épousent les lignes d'une approche conjointe et qui la renforcent. Pareille démarche suppose de concentrer les efforts sur la mise en place de partenariats résilients avec des pays prioritaires et d'éviter un déroutage des ressources à la faveur de manœuvres politiciennes.

Camille Le Coz est directrice associée au Migration Policy Institute Europe, un institut de recherche basé à Bruxelles qui œuvre en faveur d'une gestion plus efficace des migrations, de l'intégration des immigrants et des régimes d'asile, et cherche à produire des résultats positifs pour les nouveaux arrivants, les familles issues de l'immigration et les communautés d'accueil.

Schotstek: promouvoir l'égalité des chances et la diversité dans les postes d'encadrement

L'origine et le milieu social ne devraient jamais constituer des obstacles au succès, selon Evgi Sadegie, directrice générale de Schotstek, une organisation basée à Hambourg et Berlin qui promeut l'égalité des chances et la diversité culturelle dans le monde professionnel. Les programmes originaux de bourses de Schotstek visent à soutenir, dans leur parcours vers des postes de direction dans la recherche, le commerce et la société, les jeunes issus de l'immigration qui font preuve d'intelligence, d'ambition et de motivation. En les aidant à établir des réseaux solides et en les dotant des compétences adéquates, Schotstek donne aux étudiants et aux jeunes travailleurs talentueux les moyens de réaliser pleinement leur potentiel.

Par Evgi Sadegie

L'Allemagne présente une grande diversité culturelle, mais jusqu'à présent, elle ne se reflète guère dans les sphères dirigeantes de sa vie économique, scientifique, culturelle et politique. Les personnes issues de l'immigration sont souvent confrontées à des obstacles qui exacerbent les inégalités sociales, empêchent d'exploiter le potentiel d'innovation et sapent la cohésion sociale. Les préjugés, les inégalités en matière d'accès à l'éducation et l'absence de modèles et de réseaux entravent la progression de carrière de nombreux talents.

En 2013, Sigrid Berenberg fonde [Schotstek](#) avec des amis. Cette avocate de profession s'attelait, depuis de nombreuses années, à promouvoir la justice sociale et la diversité. Elle crée Schotstek avec des personnes qui partagent les mêmes idées, s'attachant tout particulièrement à ouvrir la voie vers des postes de direction à des jeunes issus de l'immigration intelligents, ambitieux et motivés. Elle œuvre ainsi en faveur de boursiers brillants, qui deviendront de futurs acteurs de changement et décideurs. Sigrid Berenberg s'est longtemps investie totalement dans la gestion du programme, sur une base entièrement volontaire.

Schotstek est une société à but non lucratif financée par des dons et des initiatives conjointes avec d'autres entreprises. Son programme bénéficie du soutien énergique d'un réseau de partenaires, d'organes consultatifs et d'amis, dont les membres sont tous des décideurs de haut niveau, venus d'un large éventail de secteurs et de cultures. Il convient en particulier de mentionner que trois des sept associés et l'actuelle directrice générale sont eux-mêmes d'anciens boursiers du programme Schotstek. Cette configuration prouve que Schotstek délègue de plus en plus de responsabilités aux talents qu'il soutient et que les effets de son programme sont durables.

Le soutien tout particulier que Schotstek offre aux étudiants et aux jeunes travailleurs s'effectue au moyen de deux programmes parallèles. Chaque année sont constitués des groupes accompagnant jusqu'à 25 étudiants à Hambourg et un maximum de 20 jeunes travailleurs dans cette même ville et à Berlin. Après un programme obligatoire de deux ans, les participants restent au sein du réseau et peuvent participer à différents rendez-vous.

La construction de réseaux solides est au cœur des programmes de Schotstek, étant donné que de nombreux jeunes issus de l'immigration n'ont pas accès aux connexions professionnelles et sociales qui sont essentielles pour leurs perspectives de carrière. Schotstek les met en contact avec d'anciens boursiers, ainsi qu'avec des structures de conseil et des experts du monde de l'entreprise, du secteur scientifique, de la

sphère politique, de la culture et de la société. Des manifestations organisées régulièrement, telles que des soirées thématiques et des discussions avec des personnalités de premier plan, favorisent les échanges et leur permettent d'élargir leurs horizons. Ces liens ouvrent des perspectives de carrière et créent une communauté qui assure un soutien à long terme et des réussites partagées. Les anciens boursiers jouent dorénavant un rôle clé en partageant leurs connaissances et leurs réseaux et en élargissant constamment le champ d'action de Schotstek.

Schotstek propose des ateliers et un accompagnement qui préparent spécifiquement les participants à occuper des postes de direction. La formation renforce les compétences essentielles, concernant, par exemple, la communication, la confiance en soi et les capacités de direction. Les participants bénéficient également d'un soutien personnel sous la forme d'un mentorat. Ils sont mis en contact avec des professionnels et des cadres expérimentés, à même de leur fournir des informations précieuses sur le monde du travail, ainsi que de les aider à planifier leur carrière et à relever des défis dans leur activité. Les mentors servent de modèles et encouragent les participants à poursuivre leurs objectifs professionnels et à surmonter les obstacles.

Promouvoir la participation culturelle constitue une autre caractéristique spécifique du programme Schotstek. Les participants fréquentent les musées, les théâtres, les opéras, les galeries et d'autres institutions culturelles, dont la visite renforce leur bagage culturel, leur développement personnel et leur attachement à leur ville d'origine. Ces expériences élargissent les horizons des boursiers et favorisent un sentiment d'appartenance.

Schotstek s'efforce de promouvoir la diversité au niveau de l'encadrement. L'origine et le milieu social ne devraient plus constituer des obstacles à la réussite. Depuis sa création, Schotstek a déjà soutenu des centaines de jeunes, et 240 participants et anciens boursiers restent actifs en son sein. Nombre d'entre eux participent au conseil consultatif des anciens boursiers, se font les ambassadeurs de Schotstek, soutiennent son travail sur les médias sociaux ou partagent leurs expériences de compagnons de route ou de mentors. Quiconque a bénéficié d'une bourse de Schotstek reste un membre permanent du réseau, suivant un modèle qui a été un gage de succès durable. En 2023, l'extension du programme à Berlin a montré que le concept de Schotstek peut également être mis en œuvre avec succès dans d'autres villes.

Bien plus qu'un programme de soutien, Schotstek est un mouvement qui montre de façon éclatante comment il est possible d'encourager et de visibiliser tout particulièrement des personnes compétentes issues de la diversité. Schotstek ouvre et crée des possibilités qui vont au-delà du succès individuel et donne un exemple de la manière dont l'Allemagne peut tirer pleinement parti de son potentiel en tant que pays d'immigration. En promouvant des talents remarquables et en éliminant les entraves, le programme joue un rôle crucial dans la construction de cette société plus juste et robuste face aux défis de demain qui est essentielle dans un environnement mondialisé.

Titulaire d'un diplôme en études turques, Evgi Sadegie est la directrice générale de Schotstek gGmbH et est elle-même une ancienne boursière de la cohorte de 2014. Avant d'occuper ses fonctions actuelles, elle a dirigé le projet de mentorat «Yoldaş» de la fondation civique de Hambourg, qui soutient les enfants issus de familles turcophones défavorisées sur le plan socio-économique. Elle a ainsi défendu l'égalité des chances à une autre des grandes extrémités du spectre de l'égalité. Grâce à sa vaste expérience en matière de gestion de projets, notamment dans les domaines du mentorat et de la coopération interculturelle, elle participe activement à la promotion de la diversité et de l'intégration dans la société.

«Interdit aux Albanais»: le parcours d'un immigrant, entre obstacles, efforts d'adaptation et espoir

Albanais immigré en Grèce, Almir Hoxhaj parle aujourd'hui le grec avec la même aisance que sa langue maternelle. Installé depuis plus de trente ans dans le pays, il a le sentiment d'en faire partie intégrante, même s'il ne lui a pas été facile de s'adapter à la société grecque, où le mot «albanais» a même valeur d'injure. Il nous expose ici son itinéraire personnel.

Je suis né dans un petit village du district de Vlorë, où j'ai vécu jusqu'à mes douze ans. Ma famille a déménagé à Tirana, mais en 1997, j'ai pris une décision difficile, celle de gagner la Grèce, en quête d'un meilleur avenir. Il était courant à l'époque, après l'ouverture des frontières, que les Albanais partent se réfugier en Grèce, car les limites terrestres étaient censées être plus aisément franchissables. Cette traversée, je l'ai effectuée à pied à dix-huit reprises: j'avais peur de la mer. Je me souviens encore de mon ultime périple qui, en cinq jours, m'a amené jusqu'à Véroia et durant lequel, malgré une pluie ininterrompue, j'ai été torturé par la soif, que n'a même pas réussi à étancher le verre d'eau rempli à ras bord que j'avais enfin pu obtenir... C'est ainsi qu'a débuté ma vie en Grèce: dans la main, un verre d'eau à ras bord.

Mon contact initial avec ce pays remonte à mes quinze ans, lorsqu'en secret, j'ai effectué un premier franchissement de frontière avec des amis. L'idée que nous effectuions ainsi un acte illégal ne nous a même pas effleuré l'esprit. Si j'avais pu m'envoler pour la Grèce, je l'aurais fait: j'avais une attirance toute particulière pour ce pays, sa langue, sa mythologie et son histoire. L'été, je travaillais d'arrache-pied, pour aider ma famille autant que je le pouvais. Mon installation définitive sur le territoire grec a été parsemée d'embûches, le racisme et les difficultés d'intégration venant s'ajouter à l'insécurité juridique. Je me souviens parfaitement d'un incident que j'ai vécu à mes débuts. Alors que j'étais en séjour illégal, sans couverture sociale et ignorant la langue du pays, une de mes dents s'est brisée. Je n'ai eu d'autre choix que de l'extraire par mes propres moyens, devant un miroir, en me servant, pour l'arracher, de pinces que j'utilisais au travail. Le sang m'inondait la bouche.

S'adapter à la société grecque a été tout sauf aisés. Le migrant de première génération que j'étais avait le sentiment d'être un étranger, c'était comme si j'avais constamment la bouche en sang. Je séjournais clandestinement sur place, et j'avais peur de sortir pour faire un tour ou prendre un café. Je me heurtais partout à un racisme qui revêtait bien des formes. Un père a menacé ses jeunes enfants, s'ils ne se tenaient pas tranquilles, de les faire manger par l'Albanais. Dans les cafés, clubs ou autres lieux, on me refusait l'entrée, et certains, à ma première visite, affichaient même un panneau «Pas d'Albanais». Nous étions taxés de «sales» parce que nous étions d'une autre religion. Aujourd'hui, les relations entre les Grecs et les Albanais se sont améliorées, bien que certains stéréotypes aient la vie dure. En Grèce, le mot «Albanais» a même valeur d'injure. Le racisme était monnaie courante, et il subsiste encore, même s'il s'est aujourd'hui atténué: les temps ont changé. Le phénomène n'en persiste pas moins, et il est accentué par les difficultés financières et le manque d'éducation.

Les préjugés et la discrimination sont profondément ancrés, et ils se traduisent souvent, sur le plan politique et social, par des comportements extrémistes qui font tache d'huile et se répandent jusqu'au Parlement européen. C'est une triste réalité, une réalité persistante, même si des progrès ont été enregistrés. Pour les jeunes générations, l'espoir est néanmoins permis. Nos enfants auront de meilleures chances d'être pleinement acceptés, et il en va de même pour ma fille de 12 ans.

Exerçant le métier d'entrepreneur en bâtiment, j'éprouve aujourd'hui des sentiments partagés quand je jette un regard sur mon passé. Jour après jour, j'ai été confronté à des difficultés pour m'adapter et à un manque de tolérance. C'est néanmoins grâce à ces avanies que j'ai réussi à mieux comprendre le sens

profond de l'existence et l'enjeu que représente l'intégration.

L'Albanie restera toujours une partie de mon être. Je me rappelle très nettement les années vécues sous le régime communiste. C'était une époque où régnait la paranoïa, la peur, l'insécurité et une extrême pauvreté. La chute de ce régime fut pour nous un soulagement mais déboucha aussi sur de nouveaux problèmes, comme le chômage ou la criminalité. Ces expériences m'ont forgé: elles m'ont appris à apprécier la stabilité et la liberté que j'ai trouvées sur le sol grec.

Je me sens lié à la Grèce par une connexion personnelle. Mon cœur a beau être resté dans mon village d'Albanie, c'est ici que se trouve ma vie. Je maîtrise le grec aussi bien que ma langue maternelle. Mon vécu, mes combats, mes succès font que j'ai le sentiment de faire partie de ce pays. J'espère qu'avec le temps, les Grecs reconnaîtront notre apport à la société et nous accepteront pleinement.

Migrer constitue une épreuve qui abonde en défis à relever mais ouvre également maintes perspectives et, en tant qu'Albanais immigré en Grèce, je ne pouvais esquiver cette situation. Surmonter les difficultés, m'adapter et garder espoir: tels ont été les multiples étapes qui ont jalonné mon parcours.

Pour ce qui est des années à venir, je me vois poursuivre ma vie en Grèce, qui est aujourd'hui ma maison, et j'espère que l'Albanie sera devenue un membre à part entière de cette Union européenne qui constitue désormais la patrie de chacun d'entre nous.

Almir Hoxhaj a 47 ans. Il vit et travaille à Tripoli, une petite ville de Grèce, dans la péninsule du Péloponnèse, et a une fille de 12 ans. Sa ville préférée est Berlin. Parlant et écrivant couramment le grec, il a traduit dans cette langue l'*«Épopée des étoiles du matin»* de l'écrivain albanais Rudi Erebora. L'ouvrage, qui a été couronné en 2017 par le Prix de littérature de l'Union européenne, décrit les tragédies que le peuple albanais a vécues au vingtième siècle. Bien que le récit se situe dans ce siècle écoulé, les valeurs qui sous-tendent le totalitarisme, le fascisme et l'irrationalité continuent malheureusement à se manifester, sous des formes «modernes», dans le monde d'aujourd'hui.

Rédaction

Ewa Haczyk-Plumley (editor-in-chief)
Laura Lui (ll)

Contributeurs à la présente édition

Christian Weger (cw)

Daniela Vincenti (dv)

Ewa Haczyk-Plumley (ehp)

Giorgia Battiatto (gb)

Jasmin Kloetzing (jk)

Katerina Serifi (ks)

Laura Lui (ll)

Leonardo Pavan (lp)

Marco Pezzani (mp)

Margarita Gavanas (mg)

Margarida Reis (mr)

Millie Tsoumani (mt)

Pablo Ribera Paya (prp)

Thomas Kersten (tk)

Coordination

Agata Berdys (ab)
Giorgia Battiato (gb)

Adresse

European Economic and Social Committee
Jacques Delors Building,
99 Rue Belliard,
B-1040 Brussels, Belgium
Tel. (+32 2) 546.94.76
Email: eescinfo@eesc.europa.eu

EESC info is published nine times a year during EESC plenary sessions. EESC info is available in 24 languages
EESC info is not an official record of the EESC's proceedings; for this, please refer to the Official Journal of the European Union or to the Committee's other publications.

Reproduction permitted if EESC info is mentioned as the source and a link is sent to the editor.

01/2025